

**ANNEX III**

**ANEXO III**

**ANNEXE III**

# RÈGLES DE PROCÉDURE AU TITRE DU CHAPITRE 31 (RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS)

## Section A : Dispositions générales

### Article 1 : Application

1. Les présentes Règles sont établies conformément à l'article 30.2.1e) (Fonctions de la Commission) et à l'article 31.11 (Règles de procédure des groupes spéciaux) et s'appliquent aux procédures de règlement des différends visées au chapitre 31, à moins que les Parties contestantes n'en conviennent autrement.
2. Sauf indication contraire, toute référence faite dans les présentes Règles à un article, à une annexe ou à un chapitre est une référence à l'article, à l'annexe ou au chapitre concerné de l'Accord.

### Article 2 : Définitions

Pour l'application des présentes Règles :

**Accord** désigne l'accord signé entre le Canada, les États-Unis et le Mexique le 30 novembre 2018, tel qu'amendé;

**assistant** désigne une personne qui, conformément au mandat d'un membre d'un groupe spécial, effectue des recherches pour ce membre ou l'assiste dans ses fonctions;

**communication écrite** désigne les communications écrites d'une Partie participante, ainsi que les transcriptions écrites de ses déclarations orales, ou ses réponses écrites à une demande ou à des questions du groupe spécial ou d'une Partie contestante;

**conseiller** désigne une personne engagée par une Partie pour la conseiller ou l'aider dans le cadre de la procédure d'un groupe spécial;

**expert** désigne une personne ou un organisme fournissant des renseignements ou des conseils techniques au groupe spécial au titre de l'article 31.15 (Rôle des experts);

**groupe spécial** désigne un groupe spécial institué en vertu de l'article 31.6 (Institution d'un groupe spécial), de l'article 31-A.4.8 (Demandes d'examen et de mesures correctives), de l'article 31-A.5 (Demandes de constitution d'un groupe spécial de réaction rapide), de l'article 31-B.4.8 (Demandes d'examen et de mesures correctives) ou de l'article 31-B.5 (Demandes de constitution d'un groupe spécial de réaction rapide);

**jour férié**, en ce qui concerne la section du Secrétariat d'une Partie, désigne le samedi, le dimanche et tout autre jour désigné par cette Partie comme jour férié pour l'application des présentes Règles et notifié par cette Partie à sa section du Secrétariat et par cette section aux autres sections du Secrétariat et aux autres Parties;

**membre d'un groupe spécial** désigne un individu nommé membre d'un groupe spécial en vertu de l'article 31.9 (Constitution des groupes spéciaux), de l'article 31.10 (Remplacement d'un membre d'un groupe spécial), de l'article 31-A.5 (Demandes de constitution d'un groupe spécial de réaction rapide) ou de l'article 31-B.5 (Demandes de constitution d'un groupe spécial de réaction rapide);

**Partie défenderesse** désigne une Partie à laquelle est transmis un avis écrit de demande d'institution d'un groupe spécial en vertu de l'article 31.6.1 (Institution d'un groupe spécial) ou la Partie à laquelle une Partie plaignante demande de procéder à un examen visant à déterminer s'il existe un déni des droits en vertu de l'article 31-A.4.2 (Demandes d'examen et de mesures correctives) ou de l'article 31-B.4.2. (Demandes d'examen et de mesures correctives);

**Partie plaignante** désigne toute Partie qui demande l'institution d'un groupe spécial en vertu de l'article 31.6.1 (Institution d'un groupe spécial), toute Partie qui se joint à la procédure d'un groupe spécial en vertu de l'article 31.6.5 (Institution d'un groupe spécial), ou une Partie plaignante visée à l'annexe 31-A (Mécanisme de réaction rapide applicable à des installations particulières entre les États-Unis et le Mexique) ou à l'annexe 31-B (Mécanisme de réaction rapide applicable à des installations particulières entre le Canada et le Mexique);

**Parties contestantes** désigne la Partie plaignante ou les Parties plaignantes et la Partie visée par la plainte;

**Parties participantes** désigne les Parties contestantes et une tierce Partie;

**personne autorisée** désigne une personne qui est, selon le cas :

- a) un représentant autorisé d'une Partie désigné conformément à l'appendice 2,
- b) un employé autorisé de la section responsable du Secrétariat désigné conformément à l'appendice 2,
- c) un membre du groupe spécial,
- d) un assistant d'un membre d'un groupe spécial désigné conformément à l'appendice 2,
- e) un expert;

**représentant autorisé** désigne, selon le cas :

- a) un fonctionnaire d'une Partie participante,
- b) un conseiller juridique ou un autre conseiller ou consultant d'une Partie participante qui a été autorisé par la Partie à agir en son nom dans le cadre du différend et dont la qualité de représentant autorisé a été notifiée par la Partie au groupe spécial et aux autres Parties participantes, mais exclut dans tous les cas un individu ou un employé, un administrateur ou un mandataire de toute entité pouvant raisonnablement s'attendre à tirer un avantage, en dehors du cadre de la procédure au titre du chapitre 31 (Règlement des différends), de l'obtention de renseignements confidentiels;

**représentant d'une Partie participante** désigne un employé d'un ministère, d'un organisme d'État ou de toute autre entité gouvernementale d'une Partie participante;

**Secrétariat** désigne le Secrétariat établi au titre de l'article 30.6 (Secrétariat);

**section responsable du Secrétariat** désigne, en ce qui concerne un groupe spécial institué en vertu de l'article 31.6 (Institution d'un groupe spécial), de l'article 31-A.5 (Demandes de constitution d'un groupe spécial de réaction rapide) ou de l'article 31-B.5 (Demandes de constitution d'un groupe spécial de réaction rapide), la section du Secrétariat de la Partie défenderesse, étant entendu que si cette section ne respecte pas un délai ou n'est pas en mesure de mener à bien une tâche, la section du Secrétariat de la Partie plaignante devient la section responsable du Secrétariat pour le reste de la procédure;

**tierce Partie** désigne une Partie, autre qu'une Partie contestante, qui transmet un avis écrit conformément à l'article 31.6.5 (Institution d'un groupe spécial).

### **Article 3 : Section responsable du Secrétariat**

1. La section responsable du Secrétariat :

- a) fournit un soutien administratif au groupe spécial et à tout expert;
- b) prend les dispositions nécessaires pour le paiement des honoraires des experts, des membres du groupe spécial et de leurs assistants, des interprètes, des traducteurs, des sténographes ou de toute autre personne engagée dans le cadre d'une procédure, et leur fournit un soutien administratif;
- c) met à la disposition des membres du groupe spécial, sur confirmation de leur nomination, des exemplaires de l'Accord, des présentes Règles, du Code de conduite et de tout autre document pertinent au regard de la procédure;

- d) informe les Parties et les membres du groupe spécial de ses heures normales d'ouverture, en précisant que les Parties devraient présenter tous les documents au bureau responsable au plus tard une heure avant la fermeture de ce dernier;
- e) organise et coordonne la logistique requise pour une audience;
- f) conserve en permanence une copie du dossier complet de la procédure du groupe spécial;
- g) agit en toute impartialité.

#### **Article 4 : Renseignements à transmettre au Secrétariat**

1. Chacune des Parties communique aux autres Parties et à la section du Secrétariat de chaque Partie, au plus tard 30 jours après la date d'entrée en vigueur de l'Accord, les renseignements suivants :

- a) les adresses de courriel devant être utilisées pour l'envoi électronique de documents;
- b) une adresse de signification pour la transmission des documents qui ne peuvent être acheminés par voie électronique;
- c) une liste des jours fériés pendant lesquels la section du Secrétariat de la Partie est fermée ainsi que les heures normales d'ouverture des bureaux de cette Partie.

2. Chacune des Parties met à jour les renseignements communiqués conformément au paragraphe 1 dans les meilleurs délais.

3. Au besoin, une Partie participante informe la section responsable du Secrétariat de tout changement affectant les renseignements communiqués conformément au paragraphe 1 le plus rapidement possible et au plus tard 15 jours après la date de transmission de la demande d'institution d'un groupe spécial.

#### **Article 5 : Code de conduite**

Les membres des groupes spéciaux, les assistants et les membres du personnel doivent se conformer au Code de conduite établi par la Commission. La section responsable du Secrétariat fournit un exemplaire du Code de conduite à chaque individu dont la nomination en tant que membre d'un groupe spécial est envisagée, ainsi qu'à tout assistant ou membre du personnel. Chaque personne physique sélectionnée pour occuper les fonctions de membre d'un groupe spécial, d'assistant ou de membre du personnel est tenue, au moment de la sélection, de remplir et

de renvoyer la déclaration préliminaire dans un délai de sept jours, ou dans le délai plus court prévu à l'article 26.4b) (Groupes spéciaux de réaction rapide en matière de travail constitués par les États-Unis et le Mexique) ou à l'article 27.4b) (Groupes spéciaux de réaction rapide en matière de travail constitués par le Canada et le Mexique) des présentes Règles pour les groupes spéciaux visés par ces articles.

## **Article 6 : Procédure applicable aux communications écrites et aux autres documents**

1. Chacune des Parties participantes transmet tous les documents relatifs à un différend par voie électronique par l'entremise de la section responsable du Secrétariat, conformément à l'article 31.12 (Dépôt électronique des documents).

2. Lorsqu'une section responsable du Secrétariat reçoit un document transmis par une Partie participante, elle le distribue au groupe spécial et aux autres Parties participantes par voie électronique le même jour, avec copie aux sections du Secrétariat des autres Parties participantes. Un document transmis en dehors des heures d'ouverture de la section responsable du Secrétariat est considéré comme ayant été transmis le jour ouvrable suivant.

3. Si la section responsable du Secrétariat n'est pas en mesure de se conformer au présent article, une Partie participante transmet le document directement au groupe spécial par voie électronique, après en avoir transmis une copie par voie électronique aux autres Parties participantes par l'entremise de leurs sections respectives du Secrétariat.

4. Lorsqu'une Partie participante transmet un document à la section responsable du Secrétariat, celle-ci lui fournit un accusé de réception indiquant le titre du document et la date de transmission.

5. Les documents transmis par voie électronique doivent être présentés dans un format consultable. Si cela n'est pas possible au moment de la transmission, la Partie participante concernée dépose une version consultable dès que possible, à moins qu'il ne soit pas techniquement possible de le faire.

6. Une Partie participante peut corriger des erreurs mineures de nature administrative dans toute demande, tout avis, toute communication écrite ou tout autre document relatif à la procédure du groupe spécial en transmettant un nouveau document qui indique clairement les modifications. Une Partie participante doit corriger de telles erreurs dans les sept jours de la date de transmission du document. Toute divergence de vues quant à savoir si la correction est de nature administrative sera résolue par le groupe spécial en consultation avec les Parties contestantes et toute tierce Partie, s'il y a lieu.

7. Toute transmission de documents à une section du Secrétariat en vertu des présentes Règles est effectuée pendant les heures normales d'ouverture de cette section.

8. Si le dernier jour du délai fixé pour la transmission d'un document à une section du Secrétariat est un jour férié observé par cette section ou un autre jour où les bureaux de cette section sont fermés sur ordre du gouvernement ou en raison de circonstances imprévues indépendantes de la volonté de cette Partie, le document peut être transmis à cette section le jour ouvrable suivant. Lorsqu'un délai fixé pour la présentation d'un document est prolongé conformément au présent paragraphe, tous les délais ultérieurs prévus par les présentes Règles sont prolongés d'une même durée.

9. Les Parties, avec l'aide du Secrétariat, chercheront à convenir de l'utilisation d'une plateforme électronique pour le dépôt électronique des communications.

### **Article 7 : Traitement des renseignements confidentiels**

1. Le présent article et l'appendice 1 s'appliquent aux renseignements qu'une Partie participante ou un expert présente dans le cadre d'une procédure d'un groupe spécial et désigne comme étant confidentiels. Toutefois, ils ne s'appliquent pas à une Partie participante ou à un expert en ce qui concerne les renseignements confidentiels initialement présentés par eux, y compris sous une forme dérivée.

2. Chacune des Parties participantes, le Secrétariat et les autres personnes liées à la procédure du groupe spécial traitent de manière confidentielle les renseignements présentés par toute autre Partie participante ou par tout expert que la Partie ou l'expert ayant présenté les renseignements ont désignés comme étant des renseignements confidentiels conformément à l'appendice 1. Rien n'empêche une Partie participante de rendre publics ses propres renseignements.

3. Après avoir consulté les Parties participantes, le groupe spécial peut établir toute procédure qu'il estime nécessaire pour protéger les renseignements confidentiels afin d'encourager la communication et de faciliter le processus d'établissement des faits.

### **Article 8 : Calcul des délais**

1. Les délais sont calculés en jours civils, sauf disposition contraire.

2. Lorsque, en vertu de l'Accord, des présentes Règles ou à la demande du groupe spécial, une action est exigée avant ou après une date ou un événement, cette date ou la date dudit événement n'est pas prise en compte dans le calcul du délai.

3. Si, en raison de l'application de la présente section, une Partie participante reçoit un document à une date autre que la date à laquelle ce document est reçu par une autre Partie participante, le délai qui est calculé en fonction de la date de réception de ce document commence à courir à compter de la date de réception du dernier document.

## **Article 9 : Fonctionnement général des groupes spéciaux**

1. Le président du groupe spécial préside toutes les réunions du groupe. Le groupe spécial peut déléguer à son président le pouvoir de prendre des décisions d'ordre administratif et de procédure.
2. Sauf disposition contraire des présentes Règles, le groupe spécial peut mener ses activités par tout moyen, y compris par téléphone, par vidéoconférence ou par des moyens électroniques.
3. Les délibérations du groupe spécial sont confidentielles. Seuls les membres du groupe spécial peuvent prendre part à ses délibérations. Les assistants, le personnel du Secrétariat, les interprètes ou les traducteurs peuvent y assister si le groupe spécial estime que leur présence est nécessaire.
4. Si une question de procédure qui n'est pas visée par les présentes Règles est soulevée, le groupe spécial peut, en consultation avec les Parties contestantes, adopter une procédure appropriée qui soit conforme à l'Accord.
5. Un groupe spécial peut, avec l'accord des Parties contestantes, modifier tout délai applicable à la procédure du groupe spécial et apporter toute autre modification d'ordre administratif ou de procédure requise dans le cadre de la procédure.

## **Article 10 : Règles de preuve**

1. Le groupe spécial peut demander, de sa propre initiative ou à la demande d'une Partie contestante, qu'une Partie contestante rende disponibles des documents ou d'autres renseignements pertinents au regard du différend, et il peut tenir compte de l'omission de se conformer à une telle demande et des motifs fournis pour justifier une telle omission dans sa décision.
2. Les Parties contestantes peuvent, conformément aux procédures établies par le groupe spécial, présenter des dépositions de témoins à l'audience ou au moyen de déclarations, d'affidavits, de rapports, de téléconférences ou de vidéoconférences.
3. L'autre Partie contestante se voit accorder la possibilité de réfuter les témoignages et les éléments de preuve, et d'en vérifier la véracité. Le groupe spécial a le droit de vérifier la véracité des témoignages et des éléments de preuve.
4. Dans les circonstances appropriées, une Partie contestante peut présenter des témoignages anonymes et des versions expurgées des éléments de preuve. La Partie qui présente un témoignage anonyme peut communiquer exclusivement au groupe spécial la source du témoignage anonyme et des éléments de preuve expurgés de sa propre initiative ou à la demande du groupe spécial, à la condition que le groupe spécial prenne des mesures appropriées pour protéger l'identité du témoin.



5. Les Parties contestantes peuvent présenter au groupe spécial un exposé conjoint des faits que les Parties contestantes estiment ne pas être contestés. Si un exposé conjoint des faits est présenté, le groupe spécial accepte les faits stipulés par les Parties contestantes.

### **Article 11 : Contacts *ex parte***

1. Aucune Partie ne communique avec le groupe spécial ou les membres individuels du groupe spécial sans en informer les Parties participantes. Le groupe spécial ou les membres individuels du groupe spécial ne peuvent rencontrer une Partie participante ou communiquer avec elle en l'absence des autres Parties participantes ou sans en informer ces dernières.

2. Aucun membre du groupe spécial ne peut rencontrer une personne ou un organisme qui fournit des renseignements ou des conseils techniques en vertu de l'article 31.15 (Rôle des experts), ou discuter des questions examinées par le groupe spécial avec une telle personne ou un tel organisme.

3. Aucun membre du groupe spécial ne peut discuter de quelque aspect que ce soit de la question faisant l'objet de la procédure avec une Partie participante ou les Parties participantes en l'absence des autres membres du groupe spécial.

### **Article 12 : Rémunération et remboursement des dépenses**

1. Les Parties contestantes prennent en charge à parts égales la rémunération et les dépenses des membres d'un groupe spécial, des assistants et des experts choisis en vertu de l'article 31.15 (Rôle des experts) et de l'article 23.3 (Renseignements et conseils techniques) des présentes Règles, ainsi que toutes les dépenses administratives du groupe spécial.

2. À moins que les Parties contestantes n'en conviennent autrement, la rémunération des membres d'un groupe spécial est payée au taux applicable aux membres d'un groupe spécial n'ayant pas d'attaches avec des administrations nationales utilisé par l'OMC à la date à laquelle une Partie présente une demande écrite d'institution d'un groupe spécial en vertu de l'article 31.6 (Institution d'un groupe spécial), de l'article 31-A.5 (Demandes de constitution d'un groupe spécial de réaction rapide) ou de l'article 31-B.5 (Demandes de constitution d'un groupe spécial de réaction rapide).

3. À moins que les Parties contestantes n'en conviennent autrement, les frais de déplacement sont payés au taux de l'indemnité journalière de subsistance correspondant au lieu de l'audience établi par la Commission de la fonction publique internationale des Nations Unies en vigueur à la date à laquelle une Partie présente une demande écrite d'institution d'un groupe spécial en vertu de l'article 31.6 (Institution d'un groupe spécial), de l'article 31-A.5 (Demandes de constitution

d'un groupe spécial de réaction rapide) ou de l'article 31-B.5 (Demandes de constitution d'un groupe spécial de réaction rapide).

4. Chaque membre d'un groupe spécial peut engager un assistant pour l'assister en matière de recherches, de traduction ou d'interprétation, à moins qu'un membre d'un groupe spécial ne requière un assistant supplémentaire et que les Parties contestantes ne conviennent que, en raison de circonstances exceptionnelles, ce membre devrait être autorisé à engager un assistant supplémentaire. Tous les assistants des membres d'un groupe spécial sont rémunérés à un taux équivalant à un cinquième du taux applicable aux membres d'un groupe spécial.

5. Si les Parties contestantes conviennent que le groupe spécial pourra solliciter des renseignements ou des conseils techniques conformément à l'article 31.15 (Rôle des experts), et conviennent qu'un expert touchera une rémunération et aura droit au remboursement de ses dépenses en contrepartie de la fourniture desdits renseignements ou conseils, le montant et les détails de la rémunération et des dépenses sont déterminés par les Parties contestantes.

6. Les dépenses autorisées dans le cadre d'une procédure d'un groupe spécial sont les suivantes :

- a) frais de déplacement : comprennent les frais de voyage des membres d'un groupe spécial et des assistants, leur hébergement et les repas, ainsi que les taxes et assurances connexes. L'organisation des déplacements est effectuée et les frais de déplacement sont remboursés conformément aux directives administratives appliquées par la section responsable du Secrétariat;
- b) dépenses administratives : comprennent notamment les appels téléphoniques, les services de messagers, les télécopies, les fournitures de bureau, la location des locaux utilisés pour les audiences et les délibérations, les services des interprètes, des sténographes ou de toute autre personne ou de tout autre service engagé contractuellement par la section responsable du Secrétariat pour appuyer le déroulement de la procédure.

7. Chaque membre du groupe spécial et chaque assistant tient un relevé et présente un décompte final du temps qu'il a consacré à la procédure et des dépenses qu'il a engagées à la section responsable du Secrétariat, et le groupe spécial tient un relevé et présente un décompte final de ses dépenses administratives à la section responsable du Secrétariat. Chaque membre du groupe spécial et chaque assistant présente ce décompte, y compris les pièces justificatives pertinentes, comme les factures, conformément aux directives administratives de la section responsable du Secrétariat. Un membre du groupe spécial ou un assistant peut présenter des demandes de paiement de la rémunération ou de remboursement des dépenses en cours de procédure.

8. Toutes les demandes de paiement sont soumises à l'examen de la section responsable du Secrétariat. Celle-ci effectue les paiements correspondant à la rémunération des membres du

groupe spécial et des assistants et aux dépenses conformément aux directives administratives appliquées par la section responsable du Secrétariat, en utilisant les ressources fournies à parts égales par les Parties contestantes et en coordination avec ces dernières. Aucune section responsable du Secrétariat n'est tenue de payer une rémunération ou de rembourser des dépenses liées à une procédure d'un groupe spécial avant de recevoir les contributions des Parties contestantes.

9. La section responsable du Secrétariat présente aux Parties contestantes un rapport final sur les paiements effectués dans le cadre d'un différend. À la demande d'une Partie contestante, la section responsable du Secrétariat présente aux Parties contestantes un rapport sur les paiements déjà effectués à tout moment donné durant la procédure du groupe spécial.

10. Si un membre d'un groupe spécial ou un assistant démissionne ou est démis de ses fonctions, ou lorsque les Parties contestantes parviennent à une solution mutuellement satisfaisante ou que la Partie plaignante retire sa demande d'institution d'un groupe spécial, la section responsable du Secrétariat effectuera le paiement de la rémunération et le remboursement des dépenses dues, en utilisant les ressources fournies à parts égales par les Parties contestantes, sur présentation du décompte final du temps ou des dépenses du membre ou de l'assistant en question, conformément à la procédure énoncée au paragraphe 7.

### **Article 13 : Tenue des listes**

Les Parties informent chaque section du Secrétariat de la composition de la liste dressée en vertu de l'article 31.8 (Liste et qualifications des membres des groupes spéciaux) et des listes établies pour les groupes spéciaux de réaction rapide. Les Parties informent sans tarder chaque section du Secrétariat de tout changement apporté à ces listes.

### **Article 14 : Fardeau de la preuve relatif aux mesures incompatibles et aux exceptions**

1. Une Partie plaignante qui fait valoir qu'une mesure d'une autre Partie est incompatible avec l'Accord, qu'une autre Partie a omis de s'acquitter de ses obligations au titre de l'Accord, qu'un avantage auquel la Partie plaignante pouvait raisonnablement s'attendre se trouve annulé ou compromis au sens de l'article 31.2c) (Portée), ou qu'il y a eu un déni des droits au sens de l'article 31-A.2 (Déni des droits) ou de l'article 31-B.2 (Déni des droits), a la charge de prouver l'incompatibilité, l'omission, l'annulation de l'avantage ou le fait que celui-ci se trouve compromis, ou le déni des droits. Dans les situations où la Partie défenderesse refuse de participer à la procédure du groupe spécial, le groupe spécial ne conclut que la Partie plaignante s'est acquittée de son fardeau que si la Partie plaignante établit *prima facie* l'existence de l'incompatibilité, de l'omission de s'acquitter des obligations, de l'annulation de l'avantage ou du fait que celui-ci se trouve compromis, ou du déni des droits.

2. Une Partie défenderesse qui fait valoir qu'une mesure est visée par une exception ou une défense affirmative en vertu de l'Accord a la charge d'établir l'applicabilité de cette exception ou défense.

## **Section B : Règles applicables au règlement des différends relevant de la section A du chapitre 31**

### **Article 15 : Mandat**

1. Si les Parties contestantes conviennent de la teneur d'un mandat conformément à l'article 31.7 (Mandat) dans les 20 jours qui suivent la date de transmission de la demande d'institution d'un groupe spécial, la Partie plaignante transmet sans tarder le mandat convenu à la section responsable du Secrétariat par voie électronique. Cette section le transmet par voie électronique aux autres sections du Secrétariat et au groupe spécial dès la nomination du dernier membre de celui-ci.

2. Si les Parties contestantes ne conviennent pas de la teneur d'un mandat dans les 20 jours suivant la demande d'institution d'un groupe spécial, la Partie plaignante peut en aviser la section responsable du Secrétariat. Dès réception d'un tel avis, cette section transmet le mandat figurant à l'article 31.7 (Mandat) par voie électronique aux Parties participantes, aux autres sections du Secrétariat et au groupe spécial dès la sélection du dernier membre de celui-ci.

### **Article 16 : Groupes spéciaux composés de trois membres**

Les Parties contestantes décident dans les meilleurs délais, et au plus tard sept jours après la date de transmission de la demande d'institution d'un groupe spécial, s'il y a lieu de constituer un groupe composé de trois membres seulement, comme le permet l'article 31.9 (Constitution des groupes spéciaux). À défaut d'un accord en ce sens, le groupe spécial est composé de cinq membres.

### **Article 17 : Constitution des groupes spéciaux**

1. Si une Partie a omis de désigner les individus devant figurer sur la liste visée à l'article 31.8 (Liste et qualifications des membres des groupes spéciaux) qu'il lui incombe de désigner et que cela entrave la constitution d'un groupe spécial au titre de l'article 31.9 (Constitution des groupes spéciaux) en raison du nombre insuffisant d'individus sur la liste, les Parties contestantes appliquent le processus suivant pour constituer un groupe spécial :

- a) Si le président est sélectionné dans le cadre du présent processus, dans les cinq jours suivant la demande d'institution d'un groupe spécial, chacune des Parties

contestantes propose deux candidats qui ne sont pas des citoyens de l'une ou l'autre des Parties contestantes.

- b) Si les Parties contestantes n'arrivent pas à prendre une décision quant au choix du président dans les 15 jours suivant la demande d'institution d'un groupe spécial, le président est sélectionné par tirage au sort, dans un délai de cinq jours, parmi les candidats proposés conformément au sous-paragraphe a) qui ne sont pas des citoyens de l'une ou l'autre des Parties contestantes.
- c) Si la Partie défenderesse refuse ou omet de participer à la procédure de tirage au sort visée au sous-paragraphe b), la Partie plaignante sélectionne un individu qui assurera la présidence parmi les candidats proposés conformément au sous-paragraphe a) qui ne sont pas des citoyens de cette Partie. La Partie plaignante informe la Partie défenderesse de son choix au plus tard le jour ouvrable suivant.
- d) Si des membres du groupe spécial autres que le président sont sélectionnés dans le cadre du présent processus, au plus tard cinq jours après la sélection du président, chacune des Parties contestantes propose :
  - i) dans le cas d'un groupe spécial composé de cinq membres, quatre candidats, dont au moins deux ne sont pas des citoyens de cette Partie contestante,
  - ii) dans le cas d'un groupe spécial composé de trois membres, deux candidats, dont au moins un n'est pas un citoyen de cette Partie contestante,et chacune des Parties contestantes communique à l'autre Partie l'identité des candidats qu'elle propose au plus tard le jour ouvrable suivant.
- e) Si la Partie défenderesse ne propose pas tous les candidats qu'il lui incombe de proposer conformément au sous-paragraphe d), les candidats proposés seront ceux proposés par la Partie plaignante.
- f) Si un ou plusieurs membres du groupe spécial autres que le président sont sélectionnés dans le cadre du présent processus, chacune des Parties contestantes procède, dans les 15 jours qui suivent la sélection du président, à la sélection :
  - i) dans le cas d'un groupe spécial composé de cinq membres, de deux membres du groupe spécial qui sont des citoyens de l'autre Partie contestante parmi les candidats proposés conformément au sous-paragraphe d),
  - ii) dans le cas d'un groupe spécial composé de trois membres, d'un membre du groupe spécial qui est un citoyen de l'autre Partie contestante parmi les candidats proposés conformément au sous-paragraphe d).

- g) Si une Partie contestante ne sélectionne pas les membres du groupe qu'il lui incombe de sélectionner conformément au sous-paragraphe f), le ou les membres du groupe spécial manquants sont sélectionnés par tirage au sort, dans un délai de cinq jours, parmi les candidats proposés conformément au sous-paragraphe d) qui sont des citoyens de l'autre Partie contestante.
- h) Si la Partie contestante qui n'a pas sélectionné les membres du groupe spécial qu'il lui incombe de sélectionner conformément au sous-paragraphe f) refuse ou omet de participer à la procédure de tirage au sort, l'autre Partie contestante procède, dans un délai de cinq jours, à la sélection :
  - i) dans le cas d'un groupe spécial composé de cinq membres, de deux membres du groupe spécial de sa propre nationalité parmi les candidats proposés conformément au sous-paragraphe d),
  - ii) dans le cas d'un groupe spécial composé de trois membres, d'un membre du groupe spécial de sa propre nationalité parmi les candidats proposés conformément au sous-paragraphe d),

et la Partie contestante qui procède à la sélection en informe la Partie contestante qui a refusé ou omis de participer à la procédure de sélection par tirage au sort au plus tard le jour ouvrable suivant.

## **Article 18 : Communications écrites et autres documents**

1. Une Partie plaignante présente ses communications écrites initiales à la section responsable du Secrétariat au plus tard sept jours après la date de sélection du dernier membre du groupe spécial.

2. Au plus tard cinq jours après la date de sélection du dernier membre du groupe spécial, et après avoir consulté les Parties contestantes, le groupe spécial publie un calendrier de la procédure, lequel prévoit normalement :

- a) la présentation des communications écrites initiales de la Partie défenderesse au plus tard 31 jours après la date de présentation des communications écrites initiales de la Partie plaignante ou des Parties plaignantes;
- b) la présentation des communications écrites d'une tierce Partie au plus tard 10 jours après la date fixée pour la présentation des communications écrites initiales de la Partie défenderesse;

- c) la présentation de toute réfutation écrite de toute Partie plaignante au plus tard 21 jours après la date fixée pour la présentation des communications écrites initiales de la Partie défenderesse;
- d) la présentation de toute réfutation écrite de la Partie défenderesse au plus tard 21 jours après la date fixée pour la présentation des réfutations écrites de la Partie plaignante ou des Parties plaignantes;
- e) la tenue d'une audience au plus tard 14 jours après la date fixée pour la présentation de la réfutation écrite de la Partie défenderesse;
- f) la transmission aux Parties participantes des questions écrites, le cas échéant, du groupe spécial dans les trois jours qui suivent le dernier jour de l'audience;
- g) la présentation des réponses d'une Partie aux questions écrites du groupe spécial, le cas échéant, dans les sept jours qui suivent la transmission des questions écrites;
- h) la présentation des observations d'une Partie sur les réponses aux questions écrites fournies par une autre Partie contestante dans les sept jours qui suivent la transmission des réponses aux questions écrites.

3. Une Partie participante présente avec ses communications écrites tous les éléments de preuve sur lesquels elle entend s'appuyer pour étayer les arguments factuels et juridiques qu'elle avance.

4. Dans leurs réfutations, les Parties contestantes ne présentent que des éléments de preuve visant à répondre aux preuves présentées ou aux arguments soulevés dans les communications écrites antérieures de l'autre Partie contestante, ou à les réfuter.

5. Toute demande, tout avis ou tout autre document lié à la procédure du groupe spécial qui n'est pas visé par la présente section est transmis par la Partie participante conformément à l'article 31.12 (Dépôt électronique des documents).

## **Article 19 : Diffusion publique des documents**

1. Une Partie contestante ou une tierce Partie qui présente une demande ou transmet un avis en vertu de l'article 31.4 (Consultations), de l'article 31.6 (Institution d'un groupe spécial) ou de l'article 31.14 (Participation d'une tierce Partie) met à la disposition du public une copie de la demande ou de l'avis au plus tard sept jours après avoir transmis cette demande ou cet avis.

2. Chacune des Parties participantes met à la disposition du public une version publique de ses communications écrites dès que possible après que celles-ci ont été présentées au groupe spécial, et au plus tard au moment de la publication du rapport final.

3. Si la Partie tenue de rendre public un document visé aux paragraphes 1 et 2 omet de le faire avant l'expiration du délai prescrit, sur les instructions d'une Partie contestante, sa section du Secrétariat ou la section responsable du Secrétariat rend le document public. Avant que les documents précités ne soient mis à la disposition du public, ils sont expurgés afin d'en supprimer tout renseignement désigné comme devant être traité de manière confidentielle par une Partie participante conformément à l'appendice 1.

4. Si les Parties contestantes y consentent, la section responsable du Secrétariat rend accessible au public la transcription de l'audience après que les Parties ont proposé des corrections conformément à l'article 21.14 (Audiences) des présentes Règles, le cas échéant, et au plus tard 15 jours après la publication du rapport final du groupe spécial. Avant que la transcription ne soit rendue accessible au public, elle est expurgée afin d'en supprimer tout renseignement désigné comme devant être traité de manière confidentielle par une Partie participante conformément à l'appendice 1.

5. Aucune Partie contestante ne peut communiquer au public le contenu d'un rapport initial présenté aux Parties contestantes conformément à l'article 31.17 (Rapport du groupe spécial) ou la teneur de toute observation faite sur un rapport initial.

6. Dans la mesure où elle l'estime nécessaire pour protéger des renseignements confidentiels, une Partie participante peut désigner comme confidentielle, conformément à l'appendice 1, toute information factuelle qu'elle inclut dans une communication écrite et qui n'est pas dans le domaine public. Dans la mesure du possible, les renseignements confidentiels devraient être contenus dans une pièce ou une annexe jointe à la communication. Chacune des Parties participantes fait preuve de la plus grande retenue lorsqu'elle désigne des renseignements comme étant confidentiels.

7. Si une Partie participante désigne des renseignements contenus dans un document comme étant confidentiels, elle prépare et transmet également une version expurgée non confidentielle dudit document au plus tard 10 jours après la date de présentation du document qui contenait les renseignements confidentiels.

8. Si une Partie participante expurge des renseignements confidentiels, les parties du texte où les renseignements ont été expurgés sont clairement indiquées dans la version non confidentielle du document.

9. Au plus tard 15 jours après la présentation du rapport final, et après avoir pris toutes les dispositions nécessaires pour protéger les renseignements confidentiels, les Parties contestantes, par l'intermédiaire de la section responsable du Secrétariat, publient le rapport final.



## **Article 20 : Présentation des observations écrites des entités non gouvernementales**

1. Un groupe spécial peut, à la demande d'une entité non gouvernementale située sur le territoire d'une Partie contestante, dans les 20 jours suivant la nomination du dernier membre du groupe spécial, autoriser cette entité à déposer des observations écrites faisant état de ses points de vue susceptibles d'aider le groupe spécial à évaluer les communications et les arguments des Parties contestantes.

2. La demande d'autorisation doit :

- a) contenir une description de l'entité non gouvernementale et faire mention, le cas échéant, de sa nationalité ou de son lieu d'établissement, de ses membres, de ses sources de financement, de son statut juridique et de la nature de ses activités;
- b) indiquer les questions précises de fait et de droit que l'entité non gouvernementale abordera dans ses observations;
- c) expliquer de quelle manière les observations de l'entité non gouvernementale sont susceptibles d'aider le groupe spécial à trancher une question de fait ou de droit liée au différend en apportant une perspective, des connaissances particulières ou des idées différentes de celles des Parties participantes, et pourquoi il est peu probable que ses points de vue fassent double emploi avec les arguments juridiques et factuels présentés ou susceptibles d'être présentés par une Partie;
- d) contenir une déclaration précisant :
  - i) si l'entité non gouvernementale a, ou a eu, quelque relation que ce soit, directe ou indirecte, avec une Partie,
  - ii) si l'entité non gouvernementale a reçu ou recevra une aide, financière ou autre, pour la préparation de sa demande d'autorisation ou de ses observations,
  - iii) lorsque l'entité non gouvernementale a reçu l'aide mentionnée au point ii), l'identité de la Partie ou de la personne fournissant cette aide et la nature de celle-ci;
- e) être présentée par écrit, datée et signée par un représentant de l'entité non gouvernementale et indiquer l'adresse et les autres coordonnées du représentant;
- f) ne pas dépasser 1000 mots;
- g) être rédigée dans une langue spécifiée dans la notification visée à l'article 24 (Traduction et interprétation) des présentes Règles;

- h) être transmise à la section responsable du Secrétariat.
3. La section responsable du Secrétariat communique dans les moindres délais toute demande présentée par une entité non gouvernementale à chacune des Parties et au groupe spécial, et rend la demande accessible au public. Après avoir consulté les Parties, le groupe spécial décide, dans les sept jours après avoir reçu la demande, s'il y a lieu d'autoriser l'entité non gouvernementale à présenter l'intégralité ou une partie de ses observations écrites. La section responsable du Secrétariat, dans les moindres délais, a) notifie sa décision à l'entité non gouvernementale et aux Parties, et b) rend sa décision accessible au public.
4. Le groupe spécial fixe un délai raisonnable dans lequel les Parties peuvent formuler des commentaires sur la demande d'autorisation.
5. Au moment de décider s'il y a lieu d'accorder l'autorisation, le groupe spécial tient compte des exigences énoncées au paragraphe 2 et de tout commentaire formulé par les Parties contestantes sur la demande d'autorisation.
6. S'il autorise une entité non gouvernementale à déposer ses observations écrites, le groupe spécial fixe la date de transmission de ces observations et la date de transmission des réponses des Parties à ces dernières, le cas échéant.
7. Les observations de l'entité non gouvernementale doivent :
- a) être signées et datées par un représentant de l'entité non gouvernementale;
  - b) se limiter à dix pages dactylographiées, appendices compris;
  - c) ne traiter que des questions de fait et de droit que l'entité non gouvernementale a décrites dans sa demande d'autorisation, sous réserve de toute autre limitation imposée par le groupe spécial au moment de l'octroi de l'autorisation;
  - d) être rédigées dans une langue spécifiée dans la notification d'une Partie visée à l'article 24 (Traduction et interprétation) des présentes Règles;
  - e) être transmises à la section responsable du Secrétariat.
8. Le groupe spécial fait en sorte que les Parties contestantes bénéficient d'une possibilité adéquate de présenter au groupe spécial des commentaires concernant toute observation présentée par une entité non gouvernementale.
9. Un groupe spécial n'est pas tenu d'aborder dans son rapport les questions soulevées dans les observations écrites d'une entité non gouvernementale d'une Partie.

10. La section responsable du Secrétariat rend publiques les observations des entités non gouvernementales dès que possible après leur présentation au groupe spécial et au plus tard au moment de la publication du rapport final.

11. Chacune des Parties contestantes, au plus tard 14 jours après la date d'institution d'un groupe spécial, porte à la connaissance du public :

- a) l'institution du groupe spécial;
- b) la possibilité pour les entités non gouvernementales sur le territoire de chaque Partie de demander l'autorisation de présenter des observations écrites dans le cadre du différend;
- c) les modalités et exigences relatives à la présentation desdites observations, conformément aux présentes Règles.

## **Article 21 : Audiences**

1. Le président fixe la date et l'heure de l'audience en consultation avec les Parties participantes, les autres membres du groupe spécial et la section responsable du Secrétariat. Cette dernière informe les Parties participantes par écrit de la date, de l'heure et du lieu de l'audience.

2. À moins que les Parties contestantes n'en conviennent autrement, l'audience est tenue dans la capitale de la Partie défenderesse.

3. Le groupe spécial peut tenir des audiences supplémentaires si les Parties contestantes y consentent.

4. Tous les membres d'un groupe spécial assistent aux audiences. Lorsque le remplaçant d'un membre d'un groupe spécial est choisi après la tenue de l'audience initiale, le groupe spécial tient une nouvelle audience si l'une des Parties le demande après consultation de l'autre Partie contestante, ou si le groupe spécial estime qu'il convient de tenir une nouvelle audience. La nouvelle audience peut être limitée à des questions particulières.

5. À moins que les Parties contestantes n'en décident autrement, les audiences peuvent être observées par le public<sup>1</sup>. Le groupe spécial, en consultation avec les Parties contestantes, adopte les mesures logistiques et les procédures appropriées pour faire en sorte que les audiences ne soient pas perturbées par la présence du public.

---

<sup>1</sup> Pour faciliter l'observation des audiences du groupe spécial par le public, le groupe spécial peut tenir ses audiences publiquement suivant les modalités dont il décide en consultation avec les Parties, y compris par des moyens électroniques. Toutefois, le consentement des Parties contestantes est requis pour toute diffusion autre qu'en circuit fermé d'une audience.

6. Les audiences se tiennent à huis clos pendant la durée de toute discussion portant sur des renseignements désignés comme confidentiels. Seules les personnes autorisées peuvent assister à une partie de l'audience qui se déroule à huis clos.
7. Une Partie participante qui souhaite présenter des renseignements confidentiels ou en discuter au cours d'une audience en avise préalablement le groupe spécial, les autres Parties participantes et la section responsable du Secrétariat. Dans la mesure du possible, la Partie participante transmet l'avis au moins 10 jours avant le premier jour de l'audience.
8. Au plus tard cinq jours avant la date d'une audience, chacune des Parties participantes transmet aux autres Parties participantes et à la section responsable du Secrétariat une liste des noms des personnes qui présenteront des plaidoiries, des exposés ou des témoignages à l'audience au nom de cette Partie, ainsi que les noms des autres représentants ou conseillers qui assisteront à l'audience.
9. Au plus tard 30 jours avant la date de l'audience, les Parties contestantes peuvent présenter au groupe spécial un exposé conjoint des faits que les Parties contestantes estiment ne pas être contestés. Si un exposé conjoint des faits est présenté, le groupe spécial accepte les faits stipulés par les Parties contestantes.
10. Les Parties contestantes peuvent, conformément aux procédures arrêtées par le groupe spécial, présenter des témoignages à l'audience ou au moyen de déclarations, d'affidavits, de rapports, de téléconférences ou de vidéoconférences.
11. Si une Partie contestante présente un témoignage à une audience, les Parties contestantes et le groupe spécial peuvent vérifier la véracité de ce témoignage.
12. Le groupe spécial mène l'audience de la façon suivante, en s'assurant que la Partie plaignante ou les Parties plaignantes et la Partie défenderesse disposent du même temps de parole :

**Argumentation –**

- a) Plaidoirie de la Partie plaignante ou des Parties plaignantes;
- b) Plaidoirie de la Partie défenderesse;
- c) Exposé d'une tierce Partie;

**Contre-argumentation –**

- d) Réplique de la Partie plaignante ou des Parties plaignantes;
- e) Contre-réplique de la Partie défenderesse;

### **Conclusions finales –**

f) Conclusions finales de la Partie plaignante ou des Parties plaignantes;

g) Conclusions finales de la Partie défenderesse.

13. Le groupe spécial peut poser des questions directement à une Partie participante ou à ses témoins à tout moment durant une audience.

14. La section responsable du Secrétariat prend les dispositions nécessaires pour qu'une transcription de chaque audience soit établie et, dès que possible après qu'elle est établie, elle en transmet une copie, y compris tout enregistrement sonore de l'audience, aux Parties participantes par l'intermédiaire de leurs sections respectives du Secrétariat et au groupe spécial. Les Parties participantes peuvent proposer des corrections à la transcription au plus tard 21 jours après sa transmission. En cas de désaccord, les Parties participantes demandent conseil au groupe spécial.

### **Article 22 : Communications écrites supplémentaires**

1. Le groupe spécial peut, à tout moment durant la procédure, poser des questions par écrit à une ou à plusieurs Parties participantes. Le groupe spécial transmet les questions écrites par voie électronique aux Parties participantes par l'entremise de la section responsable du Secrétariat.

2. Une Partie participante à qui le groupe spécial pose des questions écrites transmet sa réponse par écrit au groupe spécial et aux Parties participantes par l'entremise de la section responsable du Secrétariat dans le délai fixé par le groupe spécial.

3. Chacune des Parties participantes se voit accorder la possibilité de fournir des observations écrites sur la réponse dans les cinq jours suivant la date de transmission.

4. Avec l'accord du groupe spécial, une Partie contestante peut présenter des communications écrites supplémentaires pour répondre à toute question soulevée durant l'audience.

### **Article 23 : Renseignements et conseils techniques**

1. Le groupe spécial qui souhaite solliciter des renseignements ou des conseils techniques en vertu de l'article 31.15 (Rôle des experts) informe les Parties contestantes de sa demande dans les plus brefs délais et au plus tard 15 jours après le dernier jour de l'audience.

2. La Partie contestante qui estime qu'un groupe spécial devrait solliciter des renseignements ou des conseils techniques en vertu de l'article 31.15 (Rôle des experts) en informe le groupe

spécial conformément au paragraphe 1 dans les plus brefs délais et au plus tard 15 jours après l'audience.

3. Au plus tard 15 jours après la date de la demande visée au paragraphe 1 ou 2, le groupe spécial et les Parties contestantantes se consultent afin de déterminer s'il y a lieu de solliciter des renseignements ou des conseils techniques, et, dans l'affirmative, de décider quelle personne ou quel organisme devrait être sélectionné à titre d'expert. Si le groupe spécial et les Parties contestantantes s'entendent, ils choisissent la personne ou l'organisme en question dans un délai supplémentaire de cinq jours. Si le groupe spécial et les Parties contestantantes ne parviennent pas à s'entendre, la procédure du groupe spécial reprend à l'expiration de la période de 15 jours.

4. Au plus tard cinq jours après la sélection d'une personne ou d'un organisme conformément au paragraphe 3, le groupe spécial ou la Partie contestantante à l'origine de la demande distribue une ébauche des conditions dont sera assortie la demande de renseignements ou de conseils techniques et accorde à l'autre Partie contestantante un délai de sept jours pour formuler des commentaires sur cette ébauche.

5. Au plus tard 15 jours après la sélection de la personne ou de l'organisme conformément au paragraphe 3, les Parties contestantantes, en consultation avec le groupe spécial, s'efforcent de s'entendre sur les conditions dont sera assortie la demande de renseignements ou de conseils techniques.

6. Le groupe spécial transmet une copie de sa demande de renseignements ou de conseils techniques à la section responsable du Secrétariat qui, à son tour, prend les dispositions nécessaires pour transmettre des copies électroniques de la demande, par voie électronique, aux autres Parties participantes par l'entremise de leur section du Secrétariat et à toute personne ou à tout organisme choisi conformément au paragraphe 3. La section responsable du Secrétariat met la demande à la disposition du public, sous réserve des dispositions relatives à la protection de tout renseignement confidentiel.

7. L'expert choisi conformément au paragraphe 3 transmet les renseignements ou les conseils techniques à la section responsable du Secrétariat à la date convenue entre les Parties contestantantes, laquelle se situe normalement dans les 30 jours suivant la date de réception de la demande du groupe spécial.

8. La section responsable du Secrétariat transmet les renseignements ou les conseils techniques au groupe spécial et aux Parties participantes par voie électronique par l'entremise de leurs sections respectives du Secrétariat, et les met à la disposition du public, sous réserve des dispositions relatives à la protection des renseignements confidentiels. Le groupe spécial fixe une date pour la présentation par les Parties participantes de leurs observations sur les renseignements ou les conseils techniques. Cette date se situe normalement dans les 14 jours suivant la date de transmission des renseignements ou des conseils techniques.

9. Si une demande de renseignements ou de conseils techniques est formulée, tout délai applicable à la procédure du groupe spécial est suspendu pendant une période débutant à la date de la demande du groupe spécial visée au paragraphe 1 ou 2 et se terminant à la date de transmission des observations sur les renseignements ou les conseils techniques visées au paragraphe 8, ou à toute autre date spécifiée par les Parties contestantes.

10. Si les renseignements ou les conseils techniques sont transmis avant la tenue de l'audience, le groupe spécial peut demander, à la demande d'une Partie contestante, ou de sa propre initiative si les Parties contestantes y consentent, que l'expert assiste à l'audience afin de donner au groupe spécial et aux Parties contestantes la possibilité de poser des questions concernant les renseignements ou les conseils techniques fournis par cet expert. Si les renseignements ou les conseils techniques sont transmis après la tenue de l'audience, le groupe spécial peut, à la demande d'une Partie contestante, ou de sa propre initiative si les Parties contestantes y consentent, organiser une audience, notamment par téléconférence ou par vidéoconférence, afin de donner au groupe spécial et aux Parties contestantes la possibilité de poser des questions concernant les renseignements ou les conseils techniques fournis par cet expert.

#### **Article 24 : Traduction et interprétation**

1. Dans les cinq jours suivant la sélection du dernier membre du groupe spécial, une Partie participante communique à la section responsable du Secrétariat une notification écrite spécifiant la langue dans laquelle elle présentera ses communications écrites, ses plaidoiries et ses exposés, et dans laquelle elle souhaite recevoir les communications écrites et entendre les plaidoiries et les exposés des autres Parties participantes. La section responsable du Secrétariat fournit dans les moindres délais ces renseignements au groupe spécial et aux autres Parties participantes.

2. Si, conformément à la notification fournie par chaque Partie en vertu du paragraphe 1, les communications écrites ou les plaidoiries et les exposés présentés dans le cadre d'une procédure d'un groupe spécial le seront dans plus d'une langue, ou si un membre du groupe spécial en fait la demande, la section responsable du Secrétariat prend les dispositions nécessaires pour assurer la traduction des communications écrites et des rapports du groupe spécial ou des services d'interprétation des plaidoiries pendant la durée de toute audience, selon le cas.

3. Si la section responsable du Secrétariat est tenue de prendre les dispositions nécessaires pour assurer la traduction des communications écrites ou d'un rapport dans une ou plusieurs langues, elle ne transmet pas ces communications écrites au groupe spécial et aux autres Parties participantes avant que toutes les traductions desdites communications écrites ou dudit rapport n'aient été établies.

4. Tout délai applicable à une procédure d'un groupe spécial est suspendu pendant la période nécessaire pour achever la traduction de toute communication écrite.

5. Les frais engagés pour établir la traduction d'un rapport final et pour satisfaire à toute autre exigence en matière de traduction et d'interprétation dans le cadre d'une procédure d'un groupe spécial sont pris en charge à parts égales par les sections du Secrétariat des Parties contestantes. Les frais de traduction des communications écrites d'une tierce Partie engagés dans le cadre d'une procédure d'un groupe spécial sont à la charge de cette tierce Partie.

6. Toute Partie contestante peut présenter des observations sur une traduction d'un document établie conformément aux présentes Règles. En cas de divergence entre le document original et une traduction établie conformément aux présentes Règles, le document original l'emporte.

### **Article 25 : Groupes spéciaux constitués à la suite d'une suspension d'avantages**

1. Si une Partie défenderesse demande qu'un groupe spécial soit convoqué de nouveau conformément à l'article 31.19.3 (Non-application - Suspension d'avantages), la section responsable du Secrétariat en informe dans les moindres délais les membres du groupe spécial. Si un membre du groupe spécial n'est pas disponible, les Parties contestantes choisissent un nouveau membre conformément à l'article 31.9 (Constitution des groupes spéciaux). La section responsable du Secrétariat informe dans les moindres délais les Parties contestantes que le groupe spécial a été convoqué de nouveau ou qu'un nouveau membre a été choisi. Le groupe spécial est convoqué de nouveau lorsque la disponibilité de tous les membres est confirmée.

2. Les présentes Règles s'appliquent à un groupe spécial constitué en vertu de l'article 31.19.3 (Non-application - Suspension d'avantages), sous réserve que :

- a) la Partie qui demande la constitution du groupe spécial transmet ses communications écrites initiales à sa section du Secrétariat dans les sept jours suivant la date à laquelle le groupe spécial est convoqué de nouveau;
- b) la Partie défenderesse transmet ses communications écrites présentées à titre de réfutation à sa section du Secrétariat dans les 15 jours suivant la date de transmission des communications écrites initiales;
- c) le groupe spécial fixe les délais pour la transmission de toute autre communication écrite, y compris des réfutations écrites, de sorte à donner à chacune des Parties contestantes la possibilité de présenter le même nombre de communications écrites, sous réserve des délais applicables aux procédures des groupes spéciaux énoncés dans l'Accord et dans les présentes Règles;
- d) le groupe spécial peut décider de ne pas tenir d'audience à moins qu'une Partie contestante ne le demande.



**Section C : Règles de procédure relatives au mécanisme de réaction rapide (MRR)  
en matière de travail applicable à des installations particulières entre les  
États-Unis et le Mexique**

**Article 26 : Groupes spéciaux de réaction rapide en matière de travail constitués par les États-Unis et le Mexique**

**Dispositions générales**

1. Les présentes procédures s'appliquent à un groupe spécial constitué en vertu de l'article 31-A.5 (Demandes de constitution d'un groupe spécial de réaction rapide). Aux fins des présentes procédures, les États-Unis et le Mexique sont collectivement désignés « les Parties » et individuellement « une Partie ».
2. Une Partie qui présente un document au Secrétariat en présente en même temps une copie à l'autre Partie.
3. La présentation ou la transmission de documents par une Partie, le Secrétariat ou le groupe spécial se fait par courrier électronique, à moins que le groupe spécial n'en décide autrement.

**Sélection des membres du groupe spécial**

4. Si la constitution d'un groupe spécial a été demandée, la section responsable du Secrétariat, en coordination avec la section du Secrétariat de l'autre Partie :
  - a) communique immédiatement avec les individus figurant sur les listes des membres du groupe spécial afin de déterminer s'ils sont disponibles pour faire partie d'un groupe spécial au besoin;
  - b) demande aux individus disponibles de remplir la déclaration préliminaire et de l'acheminer à la section responsable du Secrétariat dans un délai de deux jours;
  - c) informe les Parties des réponses reçues en vertu du sous-paragraphe a) et fournit aux Parties les déclarations reçues en vertu du sous-paragraphe b).

Si, après réception des réponses en vertu du sous-paragraphe a), aucun des individus figurant sur l'une ou l'autre des listes visées à l'article 31-A.3 (Listes des membres des groupes spéciaux de réaction rapide en matière de travail) n'est disponible, la procédure prévue au paragraphe 10 du présent article est suivie.

5. Après réception des réponses en vertu du sous-paragraphe 4a) et des déclarations présentées conformément au sous-paragraphe 4b), la section responsable du Secrétariat procède à la sélection de chaque membre du groupe spécial par tirage au sort conformément à l'article 31-A.5.3 (Demandes de constitution d'un groupe spécial de réaction rapide). La section responsable du Secrétariat informe et donne la possibilité à un représentant de l'autre Partie ou de la section du Secrétariat de l'autre Partie de participer à la sélection par tirage au sort. Seuls les individus qui ont confirmé leur disponibilité conformément au sous-paragraphe 4a) sont admissibles à la sélection par tirage au sort.

6. Le membre du groupe spécial choisi parmi les individus figurant sur la liste conjointe conformément à l'article 31-A.5.3 (Demandes de constitution d'un groupe spécial de réaction rapide) assume la présidence du groupe spécial.

7. Après la sélection des membres du groupe spécial par tirage au sort, la section responsable du Secrétariat transmet immédiatement la requête aux membres sélectionnés et informe les Parties et la section du Secrétariat de l'autre Partie de la composition du groupe spécial. Dès la transmission de la requête, le groupe spécial est considéré comme constitué.

8. Si un membre d'un groupe spécial décède, se retire, refuse ou n'est pas en mesure de s'acquitter de ses fonctions, ou est démis de celles-ci, un remplaçant est choisi aussi rapidement que possible, et en aucun cas plus de trois jours ouvrables à compter de la date à laquelle la vacance se produit, conformément à la procédure de sélection suivie pour choisir le membre.

9. Tout délai applicable à la procédure du groupe spécial est suspendu pour une période commençant à la date à laquelle le membre du groupe spécial décède, se retire, refuse ou devient incapable de s'acquitter de ses fonctions, ou est démis de celles-ci, et se terminant à la date à laquelle le remplaçant est sélectionné.

10. Si une Partie omet de désigner les individus devant figurer sur sa propre liste ou si les Parties ne parviennent pas à désigner, par consensus, les individus devant figurer sur la liste conjointe conformément à l'article 31-A.3 (Listes des membres des groupes spéciaux de réaction rapide en matière de travail), ou si aucun des individus figurant sur une liste n'est disponible, la procédure suivante s'applique pour constituer un groupe spécial :

- a) i) s'il n'y a pas de liste conjointe, la Partie demandant la constitution du groupe spécial propose, au moment où la demande est faite, deux candidats qui ne sont pas des citoyens des Parties pour assurer la présidence du groupe spécial; l'autre Partie peut proposer deux candidats qui ne sont pas des citoyens des Parties dans les deux jours suivant la demande de constitution du groupe spécial, et la section responsable du Secrétariat utilisera la liste de deux candidats, ou la liste de quatre candidats si l'autre Partie a fait une proposition, pour procéder à la sélection par tirage au sort conformément au sous-paragraphe c),

- ii) si la Partie demandant la constitution du groupe spécial n'a pas désigné les individus devant figurer sur sa propre liste, elle propose trois candidats au moment où la demande est faite, à défaut de quoi le groupe spécial n'est pas constitué,
  - iii) si l'autre Partie n'a pas désigné les individus devant figurer sur sa liste, elle peut proposer trois candidats dans les deux jours suivant la demande de constitution d'un groupe spécial. Si la Partie défenderesse omet de proposer les trois candidats, la Partie requérante propose trois candidats pour la liste de cette autre Partie.
- b) Une Partie qui propose des candidats conformément au sous-paragraphe a) communique les noms et les curriculum vitae de ces candidats par voie électronique à l'autre Partie et à la section responsable du Secrétariat, en y joignant la déclaration préliminaire de chaque candidat.
  - c) Dans les trois jours ouvrables suivant la demande de constitution d'un groupe spécial, la section responsable du Secrétariat procède à la sélection des membres du groupe spécial par tirage au sort. La section responsable du Secrétariat informe et donne la possibilité à un représentant de l'autre Partie ou de la section du Secrétariat de l'autre Partie de participer à la sélection par tirage au sort.
  - d) Après la constitution d'un groupe spécial, la section responsable du Secrétariat transmet immédiatement la requête aux membres du groupe spécial sélectionnés et informe les Parties contestantes de la composition du groupe spécial. Dès la transmission de la requête, le groupe spécial est considéré comme constitué.

## **Vérification**

11. Sans restreindre la faculté du groupe spécial de procéder à la vérification visée à l'article 31-A.7 (Vérification), lorsqu'il formule une demande de vérification en bonne et due forme conformément à l'article 31-A.7.1 (Vérification), le groupe spécial fournit une explication concernant les activités qu'il entend mener (p. ex. vérification sur place, examen en personne ou par des moyens virtuels des preuves documentaires, ou audition en personne ou par des moyens virtuels de témoins directs, entre autres).

12. Les procédures suivantes s'appliquent lorsqu'un groupe spécial procède à une vérification visée à l'article 31-A.7 (Vérification) :

- a) Dans les trois jours suivant la réception du consentement à la demande de vérification :
  - i) d'une part, le groupe spécial communique aux Parties, au propriétaire de l'Installation visée et au gestionnaire, ou à son équivalent, de l'Installation

visée les dates et les heures proposées pour la vérification et informe la Partie défenderesse si une assistance ou un soutien logistique sera nécessaire,

- ii) d'autre part, chacune des Parties précise si elle demande que des observateurs, qui doivent être des fonctionnaires ou d'autres personnes désignées en bonne et due forme par cette Partie, soient autorisés à accompagner le groupe spécial lors de sa vérification.
- b) Si les deux Parties ont demandé que des observateurs accompagnent le groupe spécial lors de sa vérification, au moins cinq jours avant la vérification, chaque Partie communique au groupe spécial les noms des observateurs qui, le cas échéant, assisteront à la vérification sur place en son nom.
- c) Dans le cadre de toute vérification, le groupe spécial informe le propriétaire et le gestionnaire, ou son équivalent, de l'Installation visée que toute entrave à la vérification ou toute incapacité dans laquelle se trouverait le groupe spécial de mener la vérification de la manière qu'il estime la plus appropriée pour recueillir les renseignements pertinents peuvent être prises en compte par le groupe spécial dans sa décision. L'omission d'informer les personnes liées à l'Installation visée de cette possibilité n'a pas pour effet d'empêcher le groupe spécial de prendre en compte ces considérations.

### **Possibilité d'être entendu**

13. Au plus tard cinq jours après la constitution du groupe spécial, le président consulte les Parties et convient avec elles des délais pour la présentation des communications écrites que les Parties souhaitent produire et pour décider s'il y a lieu de prévoir la tenue d'une audience. En fixant les délais pour la présentation des communications ou la tenue d'une audience, le président et les Parties tiennent compte de la nécessité de respecter les délais prévus à l'annexe 31-A (Mécanisme de réaction rapide applicable à des installations particulières entre les États-Unis et le Mexique) et de la nécessité d'offrir aux Parties des possibilités égales de faire valoir leurs points de vue.

14. Si une audience est tenue, la section responsable du Secrétariat prend les dispositions nécessaires pour qu'une transcription de l'audience soit établie et, dès que possible après qu'elle est établie, en transmet une copie aux Parties par l'intermédiaire de leurs sections respectives du Secrétariat, ainsi qu'au groupe spécial.

15. À moins que les Parties contestantes n'en conviennent autrement, l'audience est tenue sur le territoire de la Partie défenderesse.

16. Si le groupe spécial ou une Partie contestante estime que le groupe spécial devrait solliciter des renseignements ou des conseils techniques en vertu de l'article 31.15 (Rôle des experts), le groupe spécial et les Parties contestantes s'efforcent de s'entendre le plus rapidement possible sur la question de savoir s'il y a lieu de solliciter de tels renseignements ou conseils techniques, auprès de qui et comment, y compris à quel moment. Si les Parties contestantes ne s'entendent pas, les renseignements ou les conseils techniques ne sont pas sollicités.

## **Langues**

17. Tout document présenté au groupe spécial peut être présenté en anglais ou en espagnol. Si le groupe spécial ou une Partie demande la traduction d'un document qui lui est présenté, la section responsable du Secrétariat en informe les Parties, prend les dispositions nécessaires pour assurer la traduction et fournit la traduction au groupe spécial et aux deux Parties une fois que celle-ci a été produite.

18. Si le groupe spécial tient une audience et que les Parties et le groupe spécial ne sont pas tous d'accord pour que l'audience se déroule exclusivement dans une langue, la section responsable du Secrétariat prend les dispositions nécessaires pour assurer l'interprétation. Si le groupe spécial procède à une vérification, la section responsable du Secrétariat prend les dispositions nécessaires pour assurer tout service d'interprétation souhaité par le groupe spécial.

19. Le groupe spécial peut rendre sa décision écrite en anglais ou en espagnol. La section responsable du Secrétariat prend les dispositions nécessaires pour assurer la traduction de la décision écrite dans l'autre langue dès que possible après que la décision a été rendue. Toute Partie contestante peut présenter des observations sur une traduction d'un document établie conformément aux présentes Règles.

20. Si les deux Parties y consentent, tout délai applicable à une procédure d'un groupe spécial est suspendu pendant la période nécessaire pour achever la traduction.

21. Les frais engagés pour établir la traduction d'une décision écrite et pour satisfaire à toute autre exigence en matière de traduction et d'interprétation dans le cadre d'une procédure d'un groupe spécial sont pris en charge à parts égales par les sections du Secrétariat des Parties contestantes.

## **Diffusion publique des documents**

22. Une Partie contestante qui présente une demande en vertu de l'article 31-A.5 (Demandes de constitution d'un groupe spécial de réaction rapide) met à la disposition du public une copie de la demande au plus tard sept jours après avoir transmis celle-ci.

23. Chacune des Parties contestantes met à la disposition du public une version publique de ses communications écrites dès que possible après la présentation de ces documents au groupe spécial, et au plus tard au moment où la décision est rendue.

24. Si la Partie tenue de rendre public un document visé aux paragraphes 22 et 23 omet de le faire avant l'expiration du délai prescrit, sur les instructions d'une Partie contestante, sa section du Secrétariat ou la section responsable du Secrétariat rend le document public. Avant que les documents précités ne soient mis à la disposition du public, ils sont expurgés afin d'en supprimer tout renseignement désigné comme devant être traité de manière confidentielle par une Partie contestante conformément à l'appendice 1.

25. Si les Parties contestantes y consentent, la section responsable du Secrétariat rend accessible au public la transcription de l'audience après que les Parties ont proposé leurs corrections, le cas échéant. Avant que la transcription ne soit rendue accessible au public, elle est expurgée afin d'en supprimer tout renseignement désigné comme devant être traité de manière confidentielle par une Partie contestante conformément à l'appendice 1.

26. Dans la mesure où elle l'estime nécessaire pour protéger des renseignements confidentiels, une Partie contestante peut désigner comme confidentielle, conformément à l'appendice 1, toute information factuelle qu'elle inclut dans une communication écrite et qui n'est pas dans le domaine public. Dans la mesure du possible, les renseignements confidentiels devraient être contenus dans une pièce ou une annexe jointe à la communication. Chacune des Parties contestantes fait preuve de la plus grande retenue lorsqu'elle désigne des renseignements comme étant confidentiels.

27. Si une Partie contestante désigne des renseignements contenus dans un document comme étant confidentiels, elle prépare et transmet également une version expurgée non confidentielle du document au plus tard 10 jours après la date de présentation du document qui contenait les renseignements confidentiels.

28. Si une Partie contestante expurge des renseignements confidentiels, les parties du texte où des renseignements ont été expurgés sont clairement signalées dans la version non confidentielle du document.

29. Au plus tard 15 jours après que la décision a été rendue, et après avoir pris toutes les dispositions nécessaires pour protéger les renseignements confidentiels, les Parties contestantes, par l'intermédiaire de la section responsable du Secrétariat, rendent la décision accessible au public.

### **Rapport sur le fonctionnement du mécanisme de réaction rapide en matière de travail applicable à des installations particulières**

30. Un membre du groupe spécial sélectionné parmi les individus figurant sur la liste conjointe et désigné d'un commun accord par les membres du groupe spécial faisant partie de cette liste

coordonne la rédaction du rapport sur le fonctionnement du mécanisme de réaction rapide en matière de travail applicable à des installations particulières devant être présenté en vertu de l'article 31-A.3.6 (Listes des membres de groupes spéciaux de réaction rapide en matière de travail).

## **Section D : Règles de procédure relatives au mécanisme de réaction rapide (MRR) en matière de travail applicable à des installations particulières entre le Canada et le Mexique**

### **Article 27 : Groupes spéciaux de réaction rapide en matière de travail constitués par le Canada et le Mexique**

#### **Dispositions générales**

1. Les présentes procédures s'appliquent à un groupe spécial constitué en vertu de l'article 31-B.5 (Demandes de constitution d'un groupe spécial de réaction rapide). Aux fins des présentes procédures, le Canada et le Mexique sont collectivement désignés « les Parties » et individuellement « une Partie ».
2. Une Partie qui présente un document au Secrétariat en présente en même temps une copie à l'autre Partie.
3. La présentation ou la transmission de documents par une Partie, le Secrétariat ou le groupe spécial se fait par courrier électronique, à moins que le groupe spécial n'en décide autrement.

#### **Sélection des membres du groupe spécial**

4. Si la constitution d'un groupe spécial a été demandée, la section responsable du Secrétariat, en coordination avec la section du Secrétariat de l'autre Partie :
  - a) communique immédiatement avec les individus figurant sur les listes des membres du groupe spécial afin de déterminer s'ils sont disponibles pour faire partie d'un groupe spécial au besoin;
  - b) demande aux individus disponibles de remplir la déclaration préliminaire et de l'acheminer à la section responsable du Secrétariat dans un délai de deux jours;
  - c) informe les Parties des réponses reçues en vertu du sous-paragraphe a) et fournit aux Parties les déclarations reçues en vertu du sous-paragraphe b).

Si, après réception des réponses en vertu du sous-paragraphe a), aucun des individus figurant sur l'une ou l'autre des listes visées à l'article 31-B.3 (Listes des membres des groupes spéciaux de réaction rapide en matière de travail) n'est disponible, la procédure prévue au paragraphe 10 du présent article est suivie.

5. Après réception des réponses en vertu du sous-paragraphe 4a) et des déclarations présentées conformément au sous-paragraphe 4b), la section responsable du Secrétariat procède à la sélection de chaque membre du groupe spécial par tirage au sort conformément à l'article 31-B.5.3 (Demandes de constitution d'un groupe spécial de réaction rapide). La section responsable du Secrétariat informe et donne la possibilité à un représentant de l'autre Partie ou de la section du Secrétariat de l'autre Partie de participer à la sélection par tirage au sort. Seuls les individus qui ont confirmé leur disponibilité conformément au sous-paragraphe 4a) sont admissibles à la sélection par tirage au sort.

6. Le membre du groupe spécial choisi parmi les individus figurant sur la liste conjointe conformément à l'article 31-B.5.3 (Demandes de constitution d'un groupe spécial de réaction rapide) assume la présidence du groupe spécial.

7. Après la sélection des membres du groupe spécial par tirage au sort, la section responsable du Secrétariat transmet immédiatement la requête aux membres sélectionnés et informe les Parties et la section du Secrétariat de l'autre Partie de la composition du groupe spécial. Dès la transmission de la requête, le groupe spécial est considéré comme constitué.

8. Si un membre d'un groupe spécial décède, se retire, refuse ou n'est pas en mesure de s'acquitter de ses fonctions, ou est démis de celles-ci, un remplaçant est choisi aussi rapidement que possible, et en aucun cas plus de trois jours ouvrables à compter de la date à laquelle la vacance se produit, conformément à la procédure de sélection suivie pour choisir le membre.

9. Tout délai applicable à la procédure du groupe spécial est suspendu pour une période commençant à la date à laquelle le membre d'un groupe spécial décède, se retire, refuse ou devient incapable de s'acquitter de ses fonctions, ou est démis de celles-ci, et se terminant à la date à laquelle le remplaçant est sélectionné.

10. Si une Partie omet de désigner les individus devant figurer sur sa propre liste ou si les Parties ne parviennent pas à désigner, par consensus, les individus devant figurer sur la liste conjointe conformément à l'article 31-B.3 (Listes des membres des groupes spéciaux de réaction rapide en matière de travail), ou si aucun des individus figurant sur une liste n'est disponible, la procédure suivante s'applique pour constituer un groupe spécial :

- a) i) s'il n'y a pas de liste conjointe, la Partie demandant la constitution du groupe spécial propose, au moment où la demande est faite, deux candidats qui ne sont pas des citoyens des Parties pour assurer la présidence du groupe spécial; l'autre Partie peut proposer deux candidats qui ne sont pas des citoyens des Parties dans les deux jours suivant la demande de constitution



du groupe spécial, et la section responsable du Secrétariat utilisera la liste de deux candidats, ou la liste de quatre candidats si l'autre Partie a fait une proposition, pour procéder à la sélection par tirage au sort conformément au sous-paragraphe c);

- ii) si la Partie qui demande la constitution du groupe spécial n'a pas désigné les individus devant figurer sur sa propre liste, elle propose trois candidats au moment où la demande est faite, à défaut de quoi le groupe spécial n'est pas constitué;
  - iii) si l'autre Partie n'a pas désigné les individus devant figurer sur sa liste, elle peut proposer trois candidats dans les deux jours suivant la demande de constitution d'un groupe spécial. Si la Partie défenderesse omet de proposer les trois candidats, la Partie requérante propose trois candidats pour la liste de cette autre Partie.
- b) Une Partie qui propose des candidats conformément au sous-paragraphe a) communique les noms et les curriculum vitae de ces candidats par voie électronique à l'autre Partie et à la section responsable du Secrétariat, en y joignant la déclaration préliminaire de chaque candidat.
  - c) Dans les trois jours ouvrables suivant la demande de constitution d'un groupe spécial, la section responsable du Secrétariat procède à la sélection des membres du groupe spécial par tirage au sort. La section responsable du Secrétariat informe et donne la possibilité à un représentant de l'autre Partie ou de la section du Secrétariat de l'autre Partie de participer à la sélection par tirage au sort.
  - d) Après la constitution d'un groupe spécial, la section responsable du Secrétariat transmet immédiatement la requête aux membres du groupe spécial sélectionnés et informe les Parties contestantes de la composition du groupe spécial. Dès la transmission de la requête, le groupe spécial est considéré comme constitué.

## **Vérification**

11. Sans restreindre la faculté du groupe spécial de procéder à la vérification visée à l'article 31-B.7 (Vérification), lorsqu'il formule une demande de vérification en bonne et due forme conformément à l'article 31-B.7.1 (Vérification), le groupe spécial fournit une explication concernant les activités qu'il entend mener (p. ex. vérification sur place, examen en personne ou par des moyens virtuels des preuves documentaires, ou audition en personne ou par des moyens virtuels de témoins directs, entre autres).

12. Les procédures suivantes s'appliquent lorsqu'un groupe spécial procède à une vérification visée à l'article 31-B.7 (Vérification) :

- a) Dans les trois jours suivant la réception du consentement à la demande de vérification :
- i) d'une part, le groupe spécial communique aux Parties, au propriétaire de l'Installation visée et au gestionnaire, ou à son équivalent, de l'Installation visée les dates et les heures proposées pour la vérification et informe la Partie défenderesse si une assistance ou un soutien logistique sera nécessaire,
  - ii) d'autre part, chacune des Parties précise si elle demande que des observateurs, qui doivent être des fonctionnaires ou d'autres personnes désignées en bonne et due forme par cette Partie, soient autorisés à accompagner le groupe spécial lors de sa vérification.
- b) Si les deux Parties ont demandé que des observateurs accompagnent le groupe spécial lors de sa vérification, au moins cinq jours avant la vérification, chaque Partie communique au groupe spécial les noms des observateurs qui, le cas échéant, assisteront à la vérification sur place en son nom.
- c) Dans le cadre de toute vérification, le groupe spécial informe le propriétaire et le gestionnaire, ou son équivalent, de l'Installation visée que toute entrave à la vérification ou toute incapacité dans laquelle se trouverait le groupe spécial de mener la vérification de la manière qu'il juge la plus appropriée pour recueillir les renseignements pertinents peuvent être prises en compte par le groupe spécial dans sa décision. L'omission d'informer les personnes liées à l'Installation visée de cette possibilité n'a pas pour effet d'empêcher le groupe spécial de prendre en compte ces considérations.

### **Possibilité d'être entendu**

13. Au plus tard cinq jours après la constitution du groupe spécial, le président consulte les Parties et convient avec elles des délais pour la présentation des communications écrites que les Parties souhaitent produire et pour décider s'il y a lieu de prévoir la tenue d'une audience. En fixant les délais pour la présentation des communications ou la tenue d'une audience, le président et les Parties tiennent compte de la nécessité de respecter les délais prévus à l'annexe 31-B (Mécanisme de réaction rapide applicable à des installations particulières entre le Canada et le Mexique) de l'Accord et de la nécessité d'offrir aux Parties des possibilités égales de faire valoir leurs points de vue.

14. Si une audience est tenue, la section responsable du Secrétariat prend les dispositions nécessaires pour qu'une transcription de l'audience soit établie et, dès que possible après qu'elle

est établie, en transmet une copie aux Parties par l'intermédiaire de leurs sections respectives du Secrétariat, ainsi qu'au groupe spécial.

15. À moins que les Parties contestantes n'en conviennent autrement, l'audience est tenue sur le territoire de la Partie défenderesse.

16. Si le groupe spécial ou une Partie contestante estime que le groupe spécial devrait solliciter des renseignements ou des conseils techniques en vertu de l'article 31.15 (Rôle des experts), le groupe spécial et les Parties contestantes s'efforcent de s'entendre le plus rapidement possible sur la question de savoir s'il y a lieu de solliciter de tels renseignements ou conseils techniques, auprès de qui et comment, y compris à quel moment. Si les Parties contestantes ne s'entendent pas, les renseignements ou les conseils techniques ne sont pas sollicités.

## **Langues**

17. Tout document présenté au groupe spécial peut être présenté en anglais ou en espagnol. Si le groupe spécial ou une Partie demande la traduction d'un document qui lui est présenté, la section responsable du Secrétariat en informe les Parties, prend les dispositions nécessaires pour assurer la traduction et fournit la traduction au groupe spécial et aux deux Parties une fois que celle-ci a été produite.

18. Si le groupe spécial tient une audience et que les Parties et le groupe spécial ne sont pas tous d'accord pour que l'audience se déroule exclusivement dans une langue, la section responsable du Secrétariat prend les dispositions nécessaires pour assurer l'interprétation. Si le groupe spécial procède à une vérification, la section responsable du Secrétariat prend les dispositions nécessaires pour assurer tout service d'interprétation souhaité par le groupe spécial.

19. Le groupe spécial peut rendre sa décision écrite en anglais ou en espagnol. La section responsable du Secrétariat prend les dispositions nécessaires pour assurer la traduction de la décision écrite dans l'autre langue dès que possible après que la décision a été rendue. Toute Partie contestante peut présenter des observations sur une traduction d'un document établie conformément aux présentes Règles.

20. Si les deux Parties y consentent, tout délai applicable à une procédure d'un groupe spécial est suspendu pendant la période nécessaire pour achever la traduction.

21. Les frais engagés pour établir la traduction d'une décision écrite et pour satisfaire à toute autre exigence en matière de traduction et d'interprétation dans le cadre d'une procédure d'un groupe spécial sont pris en charge à parts égales par les sections du Secrétariat des Parties contestantes.

## **Diffusion publique des documents**

22. Une Partie contestante qui présente une demande en vertu de l'article 31-B.5 (Demandes de constitution d'un groupe spécial de réaction rapide) met à la disposition du public une copie de la demande au plus tard sept jours après avoir transmis celle-ci.
23. Chacune des Parties contestantes met à la disposition du public une version publique de ses communications écrites dès que possible après la présentation de ces documents au groupe spécial, et au plus tard au moment où la décision est rendue.
24. Si la Partie tenue de rendre public un document visé aux paragraphes 22 et 23 omet de le faire avant l'expiration du délai prescrit, sur les instructions d'une Partie contestante, sa section du Secrétariat ou la section responsable du Secrétariat rend le document public. Avant que les documents précités ne soient mis à la disposition du public, ils sont expurgés afin d'en supprimer tout renseignement désigné comme devant être traité de manière confidentielle par une Partie contestante conformément à l'appendice 1.
25. Si les Parties contestantes y consentent, la section responsable du Secrétariat rend accessible au public la transcription de l'audience après que les Parties ont proposé leurs corrections, le cas échéant. Avant que la transcription ne soit rendue accessible au public, elle est expurgée afin d'en supprimer tout renseignement désigné comme devant être traité de manière confidentielle par une Partie contestante conformément à l'appendice 1.
26. Dans la mesure où elle l'estime nécessaire pour protéger des renseignements confidentiels, une Partie contestante peut désigner comme confidentielle, conformément à l'appendice 1, toute information factuelle qu'elle inclut dans une communication écrite et qui n'est pas dans le domaine public. Dans la mesure du possible, les renseignements confidentiels devraient être contenus dans une pièce ou une annexe jointe à la communication. Chacune des Parties contestantes fait preuve de la plus grande retenue lorsqu'elle désigne des renseignements comme étant confidentiels.
27. Si une Partie contestante désigne des renseignements contenus dans un document comme étant confidentiels, elle prépare et transmet également une version expurgée non confidentielle du document au plus tard 10 jours après la date de présentation du document qui contenait les renseignements confidentiels.
28. Si une Partie contestante expurge des renseignements confidentiels, les parties du texte où des renseignements ont été expurgés sont clairement signalées dans la version non confidentielle du document.
29. Au plus tard 15 jours après que la décision a été rendue, et après avoir pris toutes les mesures nécessaires pour protéger les renseignements confidentiels, les Parties contestantes, par l'intermédiaire de la section responsable du Secrétariat, rendent la décision accessible au public.

## **Rapport sur le fonctionnement du mécanisme de réaction rapide en matière de travail applicable à des installations particulières**

30. Un membre du groupe spécial sélectionné parmi les individus figurant sur la liste conjointe et désigné d'un commun accord par les membres du groupe spécial faisant partie de cette liste coordonne la rédaction du rapport sur le fonctionnement du mécanisme de réaction rapide en matière de travail applicable à des installations particulières devant être présenté en vertu de l'article 31-B.3.6 (Listes des membres de groupes spéciaux de réaction rapide en matière de travail).

## APPENDICE 1 – RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS

1. Une Partie participante ou un expert signale les renseignements confidentiels :
  - a) en insérant clairement la mention « RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS » sur la page couverture de tout document contenant des renseignements enregistrés sur papier et sous forme électronique, avec une indication de la période pendant laquelle les renseignements demeurent confidentiels, et sur chaque page où figurent des renseignements confidentiels, et en mettant les renseignements confidentiels entre doubles crochets;
  - b) en insérant clairement la mention « RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS » dans le nom d'un fichier électronique utilisé pour stocker un document contenant des renseignements enregistrés sous forme électronique et dans toute transmission électronique desdits renseignements, et en indiquant clairement les parties du document électronique stocké dans le fichier électronique où apparaissent des renseignements confidentiels de la manière décrite au sous-paragraphe a);
  - c) en déclarant, avant leur divulgation, que les renseignements communiqués de vive voix sont des « renseignements confidentiels ».
2. Une Partie participante qui communique des renseignements confidentiels communiqués à l'origine par une autre Partie signale ces renseignements confidentiels :
  - a) en insérant clairement les mentions indiquées aux sous-paragraphe 1a) et b), et en inscrivant sur la page couverture le nom de la Partie qui a communiqué les renseignements à l'origine;
  - b) en déclarant, avant leur divulgation, que les renseignements communiqués de vive voix sont des « renseignements confidentiels » et en nommant la Partie qui a communiqué les renseignements à l'origine.
3. Seules les personnes autorisées désignées conformément à l'appendice 2 peuvent prendre connaissance des renseignements confidentiels présentés par écrit ou de vive voix. Une personne autorisée ayant pris connaissance de renseignements confidentiels présentés par écrit ou de vive voix ne peut les divulguer, ou permettre qu'ils soient divulgués, à une personne non autorisée.
4. Une personne autorisée prend toutes les mesures de précaution nécessaires pour protéger les renseignements confidentiels lorsqu'un fichier contenant les renseignements est utilisé ou stocké.
5. Les personnes autorisées ayant pris connaissance de renseignements confidentiels présentés par écrit ou de vive voix ne peuvent utiliser ces derniers qu'aux fins de la procédure du groupe spécial.

6. Le groupe spécial ne peut divulguer les renseignements confidentiels dans son rapport, mais il peut formuler des conclusions fondées sur ces renseignements.
7. Après la conclusion de la procédure d'un groupe spécial, chacune des Parties participantes, conformément à son droit interne, selon le cas :
- a) détruit tout document contenant des renseignements confidentiels fourni par une autre Partie participante et informe sans tarder la section responsable du Secrétariat de la destruction des renseignements confidentiels;
  - b) renvoie tout document contenant des renseignements confidentiels à la Partie participante qui a communiqué les renseignements, à moins que cette dernière n'en décide autrement, et informe sans tarder la section responsable du Secrétariat du renvoi des renseignements confidentiels;
  - c) préserve la confidentialité de tout document contenant des renseignements confidentiels.
8. Après avoir consulté les Parties participantes, le groupe spécial peut établir des procédures supplémentaires qu'il considère nécessaires pour protéger les renseignements confidentiels.
9. Le groupe spécial peut, à la demande des Parties participantes ou avec leur consentement, modifier toute partie des procédures énoncées au présent appendice pour le traitement des renseignements confidentiels, ou y déroger. Dans ce cas, chaque personne autorisée doit signer et présenter au groupe spécial une Déclaration de non-divulgence modifiée, s'il y a lieu.

## APPENDICE 2 – PERSONNES AUTORISÉES

1. Chacune des Parties participantes présente au groupe spécial et aux autres Parties participantes une liste de ses représentants autorisés ayant besoin d'accéder aux renseignements confidentiels communiqués par une Partie participante et dont elle souhaite qu'ils soient désignés en tant que personnes autorisées par le groupe spécial.
2. La section responsable du Secrétariat transmet au groupe spécial et aux Parties participantes une liste des employés autorisés de la section responsable du Secrétariat ou des assistants des membres du groupe spécial ayant besoin d'accéder aux renseignements confidentiels dans le cadre de la procédure du groupe spécial et dont elle souhaite qu'ils soient désignés en tant que personnes autorisées par le groupe spécial.
3. Chacune des Parties participantes et la section responsable du Secrétariat limitent autant que possible le nombre de personnes figurant sur leurs listes et peuvent présenter à tout moment des modifications à celles-ci. À la demande d'une Partie contestante, le groupe spécial, en consultation avec les Parties, détermine le nombre maximal de personnes pouvant figurer sur la liste des personnes autorisées de chacune des Parties participantes à un moment donné. Une Partie participante ou la section responsable du Secrétariat peut à tout moment présenter des modifications à sa liste.
4. En aucune circonstance une Partie participante ou la section responsable du Secrétariat ne peut nommer en tant que personne autorisée une personne, un employé, un administrateur ou un mandataire de toute entité pouvant raisonnablement s'attendre à tirer un avantage, en dehors du cadre de la procédure d'un groupe spécial au titre du chapitre 31, de l'obtention de renseignements confidentiels.
5. Une Partie participante peut s'opposer à la désignation par le groupe spécial d'une personne en tant que personne autorisée dans les sept jours qui suivent la date de transmission de la liste ou des modifications à la liste, ou dans les sept jours qui suivent la date à laquelle elle a pris connaissance de renseignements de nature à établir une violation au Code de conduite. Dans les sept jours qui suivent la date de transmission d'une opposition, le groupe spécial statue sur l'opposition, en tenant compte de tout préjudice éventuel pouvant être causé par la désignation aux intérêts des propriétaires ou des sources des renseignements confidentiels.
6. Si le groupe spécial désigne une personne en tant que personne autorisée après qu'une Partie participante a formulé une opposition, les renseignements confidentiels ne peuvent pas être communiqués à cette personne jusqu'à ce que la Partie ayant communiqué les renseignements ait eu une possibilité raisonnable, selon le cas :
  - a) de retirer les renseignements, auquel cas le groupe spécial renvoie tout document contenant les renseignements à la Partie participante qui les a communiqués et chacune des Parties, conformément à son droit interne, selon le cas :



- i) détruit tout document contenant les renseignements,
  - ii) renvoie ledit document à la Partie ayant communiqué les renseignements;
- b) de retirer la désignation des renseignements comme renseignements confidentiels.

7. Sous réserve de toute décision rendue par le groupe spécial concernant une opposition à la désignation d'une personne en tant que personne autorisée, le groupe spécial désigne les personnes figurant sur les listes présentées en vertu des paragraphes 1 et 2 en tant que personnes autorisées aux fins du différend. Chacune des personnes autorisées doit signer et présenter au groupe spécial la Déclaration de non-divulgence figurant à l'appendice 3.

### APPENDICE 3 – DÉCLARATION DE NON-DIVULGATION

1. Je déclare avoir reçu un exemplaire des Règles de procédure régissant le traitement des renseignements confidentiels (les « Procédures »).
2. Je déclare avoir pris connaissance des Procédures et les avoir comprises.
3. J'accepte d'être lié par les Procédures et d'y adhérer et, en conséquence, de respecter sans restriction le caractère confidentiel de tous les renseignements confidentiels présentés par écrit ou de vive voix pouvant être portés à ma connaissance de temps à autre, conformément aux Procédures, et d'utiliser ces renseignements uniquement aux fins de la procédure du groupe spécial.

Fait ce \_\_\_\_ jour de \_\_\_\_ 20 \_\_\_\_.

Par : \_\_\_\_\_  
Nom

**Signature** \_\_\_\_\_

# REGLAS DE PROCEDIMIENTO PARA EL CAPÍTULO 31 (SOLUCIÓN DE CONTROVERSIAS)

## Sección A: Disposiciones Generales

### Artículo 1: Aplicación

1. Estas Reglas se establecen de conformidad con el Artículo 30.2.1 (e) (Comisión de Libre Comercio) y el Artículo 31.11 (Reglas de Procedimiento para los Paneles) y se aplican a los procedimientos de solución de controversias en virtud del Capítulo 31, a menos que las Partes contendientes acuerden algo diferente.

2. A menos que se especifique algo diferente, cualquier referencia hecha en estas Reglas a un Artículo, Anexo o Capítulo es una referencia al Artículo, Anexo o Capítulo apropiado del Tratado.

### Artículo 2: Definiciones

Para los efectos de estas Reglas:

**asesor** significa una persona contratada por una Parte para presentarle asesoría o asistencia en relación con el procedimiento ante un panel;

**asistente** significa una persona que, bajo los términos del nombramiento de un panelista, realiza una investigación o brinda apoyo a un panelista;

**comunicaciones escritas** significa las comunicaciones escritas de una Parte participante, versiones escritas de sus declaraciones orales o las respuestas escritas a una solicitud o preguntas del panel o de una Parte contendiente;

**día festivo**, con respecto a la Sección del Secretariado de una Parte, significa todos los sábados y domingos y cualquier otro día designado por esa Parte como festivo para los efectos de estas Reglas y notificado por esa Parte a su Sección del Secretariado y por esa Sección a las otras Secciones del Secretariado y a las otras Partes;

**experto** significa una persona u organismo que proporciona información o asesoramiento técnico al panel conforme al Artículo 31.15 (Función de los Expertos);

**panel** significa un panel establecido conforme al Artículo 31.6 (Establecimiento de un Panel), Artículo 31-A.4.8 (Solicitudes de Revisión y Reparación), Artículo 31-A.5 (Solicitudes de Establecimiento de un Panel Laboral de Respuesta Rápida), Artículo 31-B.4.8 (Solicitudes de Revisión y Reparación), o Artículo 31-B.5 (Solicitudes de Establecimiento de un Panel Laboral de Respuesta Rápida);

**panelista** significa un individuo designado para un panel conforme al Artículo 31.9 (Composición del Panel), Artículo 31.10 (Reemplazo de Panelistas), Artículo 31-A.5 (Solicitudes de Establecimiento de un Panel Laboral de Respuesta Rápida), o Artículo 31-B.5 (Solicitudes de Establecimiento de un Panel Laboral de Respuesta Rápida);

**Parte demandada** significa una Parte a quien se le entrega una notificación por escrito de una solicitud para el establecimiento de un panel de conformidad con el Artículo 31.6.1 (Establecimiento de un Panel) o la Parte a quien la Parte reclamante solicita una revisión sobre la existencia de una Denegación de Derechos conforme al Artículo 31-A.4.2 (Solicitudes de Revisión y Reparación) o el Artículo 31-B.4.2. (Solicitudes de Revisión y Reparación);

**Parte reclamante** significa cualquier Parte que solicite el establecimiento de un panel de conformidad con el Artículo 31.6.1 (Establecimiento de un Panel), cualquier Parte que se una a un procedimiento de panel que proceda de conformidad con el Artículo 31.6.5 (Establecimiento de un Panel), o una Parte reclamante de conformidad con el Anexo 31-A (Mecanismo Laboral de Respuesta Rápida en Instalaciones Específicas México-Estados Unidos) o el Anexo 31-B (Mecanismo Laboral de Respuesta Rápida en Instalaciones Específicas México-Canadá);

**Partes contendientes** significa la Parte o Partes reclamantes y la Parte demandada;

**Partes participantes** significa las Partes contendientes y la tercera Parte;

**persona autorizada** significa una persona que es:

- (a) un representante autorizado de una Parte designado de conformidad con el Apéndice 2;
- (b) un empleado autorizado de la Sección responsable del Secretariado designado de conformidad con el Apéndice 2;
- (c) un miembro del panel;
- (d) un asistente de un panelista designado de conformidad con el Apéndice 2; o
- (e) un experto;

**representante autorizado** significa:

- (a) un funcionario de una Parte participante; o
- (b) un representante legal u otro asesor o consultor de una Parte participante a quien la Parte haya autorizado a actuar en su nombre en el curso de la controversia y cuya autorización haya notificado la Parte al panel y a las otras Partes participantes, pero excluye en todas las circunstancias un individuo o un empleado, funcionario o

agente de cualquier entidad que razonablemente se pueda esperar que se beneficie fuera de los procedimientos en virtud del Capítulo 31 (Solución de Controversias) de la recepción de información confidencial;

**representante de una Parte participante** significa un empleado de un departamento o agencia gubernamental o de otra entidad gubernamental de una Parte participante;

**Sección responsable del Secretariado** significa, con respecto a un panel establecido conforme al Artículo 31.6 (Establecimiento de un Panel), Artículo 31-A.5 (Solicitudes de Establecimiento de un Panel Laboral de Respuesta Rápida), o Artículo 31-B.5 (Solicitudes de Establecimiento de un Panel Laboral de Respuesta Rápida), la Sección del Secretariado de la Parte demandada siempre que si esa Sección no cumple con un plazo o no puede completar una tarea, la Sección del Secretariado de la Parte reclamante se convertirá en la Sección responsable del Secretariado para el resto del procedimiento;

**Secretariado** significa el Secretariado establecido conforme al Artículo 30.6 (El Secretariado);

**tercera Parte** significa una Parte, distinta de una Parte contendiente, que entrega una notificación por escrito de conformidad con el Artículo 31.6.5 (Establecimiento de un Panel); y

**Tratado** significa el Tratado suscrito entre México, Estados Unidos y Canadá el 30 de noviembre de 2018, con sus enmiendas.

### **Artículo 3: Sección Responsable del Secretariado**

1. La Sección responsable del Secretariado:
  - (a) proporcionará asistencia administrativa al panel o a cualquier experto;
  - (b) hará arreglos para el pago y proporcionará asistencia administrativa a expertos, panelistas y sus asistentes, intérpretes, traductores, estenógrafos u otras personas que contrate en un procedimiento del panel;
  - (c) pondrá a disposición de los panelistas, previa confirmación de su nombramiento, copias del Tratado, estas Reglas y el Código de Conducta, y otros documentos relevantes para los procedimientos;
  - (d) notificará a las Partes y al panel sobre su horario ordinario de trabajo y que las Partes deberían presentar todos los documentos a la oficina responsable a más tardar una hora antes del final del horario de trabajo de la oficina;
  - (e) organizará y coordinará la logística requerida para una audiencia;

- (f) retendrá indefinidamente una copia del registro completo del procedimiento del panel; y
- (g) actuará de manera estrictamente imparcial.

#### **Artículo 4: Información a Proporcionar al Secretariado**

1. Cada Parte proporcionará a las otras Partes y a la Sección del Secretariado de cada Parte, a más tardar 30 días después de la fecha de entrada en vigor del Tratado, la siguiente información:
  - (a) direcciones de correo electrónico que se utilizarán para la entrega electrónica de documentos;
  - (b) un domicilio para la entrega de documentos que no pueden entregarse electrónicamente; y
  - (c) una lista de días festivos en los que la Sección del Secretariado de la Parte está cerrada y el horario ordinario de trabajo de las oficinas de esa Parte.
2. Cada Parte actualizará la información establecida conforme al párrafo 1 lo antes posible.
3. Si es necesario, cualquier Parte participante informará a la Sección responsable del Secretariado cualquier cambio en la información establecida en el párrafo 1 lo antes posible y a más tardar 15 días después de la fecha de entrega de la solicitud de establecimiento de un panel.

#### **Artículo 5: Código de Conducta**

Los panelistas, asistentes y personal de apoyo deben cumplir con el Código de Conducta establecido por la Comisión. La Sección responsable del Secretariado proporcionará una copia del Código de Conducta a cada individuo que esté bajo consideración para un nombramiento como miembro de un panel y a cualquier asistente o personal de apoyo. Cada persona física seleccionada para servir como panelista, asistente o personal de apoyo completará y devolverá, en el momento de la selección, la Declaración Inicial de Divulgación dentro de los primeros siete días o un plazo anterior previsto en el Artículo 26.4 (b) (Paneles Laborales de Respuesta Rápida México-Estados Unidos) o el Artículo 27.4 (b) (Paneles Laborales de Respuesta Rápida México-Canadá) de estas Reglas para paneles sujetos a esos Artículos.

#### **Artículo 6: Procedimientos para Comunicaciones Escritas y Otros Documentos**

1. Cada Parte participante entregará todos los documentos relacionados con la controversia por medios electrónicos a través de la Sección responsable del Secretariado, de conformidad con el Artículo 31.12 (Presentación Electrónica de Documentos).
2. Cuando una Sección responsable del Secretariado reciba un documento entregado por una Parte participante, distribuirá el documento al panel y a las otras Partes participantes por medios electrónicos el mismo día, con una copia a las Secciones del Secretariado de las otras Partes participantes. Un documento entregado fuera del horario de trabajo de la Sección responsable del Secretariado se considerará entregado el siguiente día hábil.
3. Si la Sección responsable del Secretariado no puede actuar de conformidad con este Artículo, una Parte participante entregará el documento directamente al panel por medios electrónicos, después de haber entregado una copia del documento por medios electrónicos a cualquier otra Parte participante a través de sus Secciones respectivas del Secretariado.
4. Cuando una Parte participante entrega un documento a la Sección responsable del Secretariado, la Sección responsable del Secretariado proporcionará a esa Parte una confirmación de recepción, indicando el título del documento y la fecha de entrega.
5. Los documentos entregados por medios electrónicos deben estar en formato con búsqueda de texto. Si eso no es factible en el momento de la presentación, la Parte participante pertinente presentará una versión con búsqueda de texto tan pronto como sea posible, a menos que no sea técnicamente posible hacerlo.
6. Una Parte participante podrá corregir errores menores de naturaleza administrativa en cualquier solicitud, notificación, comunicación escrita u otro documento relacionado con el procedimiento del panel mediante la entrega de un nuevo documento que indique claramente los cambios. Una Parte participante debe corregir esos errores dentro de los siete días posteriores a la fecha de entrega del documento. Cualquier diferencia de opinión sobre si la corrección es de naturaleza administrativa será resuelta por el panel en consulta con las Partes contendientes y cualquier tercera Parte, en caso de ser relevante.
7. Cualquier entrega a una Sección del Secretariado conforme a estas Reglas se realizará durante el horario ordinario de trabajo de esa Sección.
8. Si el último día para la entrega de un documento a una Sección del Secretariado cae en un día festivo señalado por esa Sección o en cualquier otro día en que las oficinas de esa Sección estén cerradas por orden del gobierno o por circunstancias imprevistas fuera del control de esa Parte, el documento podrá ser entregado a esa Sección el día hábil siguiente. Cuando se extiende un plazo para la presentación de un documento de conformidad con este párrafo, todos los plazos posteriores previstos en estas Reglas se extenderán por la cantidad de tiempo que se extendió el plazo.

9. Las Partes, con la asistencia del Secretariado, buscarán acordar el uso de una plataforma electrónica para la presentación electrónica de comunicaciones.

### **Artículo 7: Tratamiento de Información Confidencial**

1. Este Artículo y el Apéndice 1 se aplican a la información que una Parte participante o experto presenta durante un procedimiento de panel y designa como confidencial. Sin embargo, no se aplican a una Parte participante o experto con respecto a la información confidencial presentada primero por sí misma, incluido en forma derivada.

2. Cada Parte participante, el Secretariado y otras personas en relación con los procedimientos del panel tratarán como confidencial la información presentada por cualquier otra Parte participante o experto que haya sido designada por la Parte participante o experto como información confidencial de conformidad con el Apéndice 1. Nada impide a una Parte participante divulgar su propia información al público.

3. Después de consultar a las Partes participantes, el panel podrá establecer cualquier procedimiento que considere necesario para proteger la información confidencial con el fin de fomentar la divulgación y facilitar el proceso de investigación.

### **Artículo 8: Cómputo de los Plazos**

1. Los plazos se cuentan en días calendario a menos que se indique algo diferente.

2. Cuando el Tratado, estas Reglas o el panel requieren que se haga algo antes o después de una fecha o evento, el plazo no incluye el día de esa fecha o evento.

3. Si, en razón de la aplicación de esta Sección, una Parte participante recibe un documento en una fecha distinta a la fecha en que otra Parte participante recibe el mismo documento, el plazo que se calcula sobre la base de la fecha de recepción de ese documento se calculará sobre la base de la última fecha de recepción de ese documento.

### **Artículo 9: Funcionamiento General de los Paneles**

1. El presidente del panel presidirá todas sus reuniones. Un panel podrá delegar en el presidente la autoridad para tomar decisiones administrativas y procesales.

2. Salvo que se disponga de otra manera en estas Reglas, el panel podrá realizar sus asuntos por cualquier medio, incluidos por teléfono, videoconferencia o medios electrónicos.



3. Las deliberaciones del panel serán confidenciales. Solo los panelistas podrán participar en las deliberaciones del panel. Los asistentes, personal del Secretariado, intérpretes o traductores podrán estar presentes si el panel determina que son necesarios.

4. Si surge una pregunta procesal que no está comprendida por estas Reglas, un panel podrá en consulta con las Partes contendientes, adoptar un procedimiento apropiado que sea compatible con el Tratado.

5. Un panel podrá, si las Partes contendientes están de acuerdo, modificar un plazo aplicable en el procedimiento del panel y hacer otros ajustes procesales o administrativos que se requieran en el procedimiento.

### **Artículo 10: Reglas sobre Evidencia**

1. El panel podrá solicitar, por iniciativa propia o a solicitud de una Parte contendiente, que una Parte contendiente ponga a disposición documentos u otra información relevante para la controversia, y podrá tomar en consideración para su decisión que no se cumplió con dicha solicitud y cualquiera de las razones dadas con motivo de dicho incumplimiento.

2. Las Partes contendientes podrán, de conformidad con los procedimientos establecidos por el panel, presentar el testimonio de los testigos en persona o mediante declaración, declaración jurada, reporte, teleconferencia o videoconferencia.

3. La otra Parte contendiente tendrá la oportunidad de refutar o probar la veracidad del testimonio o evidencia. El Panel tiene derecho a probar la veracidad de los testimonios o evidencia.

4. En circunstancias apropiadas, una Parte contendiente podrá presentar testimonio anónimo y evidencia censurada. La Parte que presente un testimonio anónimo podrá revelar exclusivamente al Panel la fuente del testimonio anónimo y la evidencia censurada por iniciativa propia o a solicitud del Panel, siempre que el Panel tome las medidas apropiadas para salvaguardar la identidad del testigo.

5. Las Partes contendientes podrán presentar al panel una declaración acordada de los hechos que las Partes contendientes consideren que no están en controversia. Si se presenta una declaración de hechos acordada, el panel aceptará los hechos estipulados por las Partes contendientes.

### **Artículo 11: Contactos Ex Parte**

1. Ninguna Parte se comunicará con el panel o los panelistas individuales sin notificar a las Partes participantes. El panel o los panelistas individualmente no se reunirán ni se comunicarán con una Parte participante en ausencia de, o sin notificar a, las otras Partes participantes.

2. Ningún panelista se reunirá o debatirá sobre asuntos bajo consideración del panel, con una persona u organismo que brinde información o asesoramiento técnico de conformidad con el Artículo 31.15 (Función de los Expertos).
3. Ningún panelista discutirá cualquier aspecto del tema del procedimiento con una Parte participante o Partes participantes en ausencia de los otros panelistas.

## **Artículo 12: Remuneración y Pago de Gastos**

1. Las Partes contendientes asumirán en partes iguales la remuneración y los gastos de los panelistas, asistentes y expertos seleccionados de conformidad con el Artículo 31.15 (Función de los Expertos) y el Artículo 23.3 (Información y Asesoramiento Técnico) de estas Reglas, y todos los gastos administrativos del panel.
2. A menos que las Partes contendientes acuerden algo diferente, la remuneración de los panelistas se pagará según la tasa para los panelistas no gubernamentales utilizada por la OMC en la fecha en que una Parte presente una solicitud por escrito para el establecimiento de un panel conforme al Artículo 31.6 (Establecimiento de un Panel), Artículo 31-A.5 (Solicitudes de Establecimiento de un Panel Laboral de Respuesta Rápida), o el Artículo 31-B.5 (Solicitudes de Establecimiento de un Panel Laboral de Respuesta Rápida).
3. A menos que las Partes contendientes acuerden algo diferente, los gastos de viaje se pagarán según la Tasa Diaria de Gastos por Manutención de la ubicación de la audiencia establecida por la Comisión de Administración Pública Internacional de las Naciones Unidas en la fecha en que una Parte presente una solicitud por escrito para el establecimiento de un panel conforme al Artículo 31.6 (Establecimiento de un Panel), Artículo 31-A.5 (Solicitudes de Establecimiento de un Panel Laboral de Respuesta Rápida), o Artículo 31-B.5 (Solicitudes de Establecimiento de un Panel Laboral de Respuesta Rápida).
4. Cada panelista podrá contratar a un asistente para brindar apoyo en investigación, traducción o interpretación, a menos que un panelista requiera un asistente adicional y las Partes contendientes acuerden que, debido a circunstancias excepcionales, el panelista debería poder contratar a un asistente adicional. A cada asistente de un panelista se le pagará según una tasa de un quinto de la tasa de un panelista.
5. Si las Partes contendientes acuerdan que el panel podrá buscar información o asesoramiento técnico de conformidad con el Artículo 31.15 (Función de los Expertos), y acuerdan que un experto recibirá remuneración y gastos por proporcionar la información o el asesoramiento, el monto y los detalles de la remuneración y los gastos serán determinados por las Partes contendientes.
6. Los gastos autorizados en virtud de un procedimiento de panel serán los siguientes:

- (a) gastos de viaje: incluyen los costos de transporte de los panelistas y asistentes, su alojamiento y comidas, así como los impuestos y seguros relacionados. Se harán los preparativos de viaje y se reembolsarán los gastos de viaje, de conformidad con las directrices administrativas aplicadas por la Sección responsable del Secretariado; y
- (b) gastos administrativos: incluyen, entre otros, llamadas telefónicas, servicios de mensajería, fax, papelería, alquiler de lugares utilizados para audiencias y deliberaciones, servicios de interpretación, estenógrafos judiciales o cualquier otra persona o servicio contratado por la Sección responsable del Secretariado para respaldar el procedimiento.

7. Cada panelista y asistente mantendrá y rendirá una cuenta final de su tiempo y gastos a la Sección responsable del Secretariado, y el panel mantendrá y rendirá una cuenta final a la Sección responsable del Secretariado de sus gastos administrativos. Cada panelista y asistente presentará esta cuenta, incluida la documentación de respaldo pertinente, como las facturas, de conformidad con las directrices administrativas de la Sección responsable del Secretariado. Un panelista o asistente podrá presentar solicitudes para pago de remuneración o reembolso de gastos durante el procedimiento.

8. Todas las solicitudes de pago estarán sujetas a revisión por parte de la Sección responsable del Secretariado. La Sección responsable del Secretariado realizará los pagos para la remuneración de los panelistas y asistentes y para los gastos de conformidad con las directrices administrativas aplicadas por la Sección responsable del Secretariado, utilizando los recursos proporcionados igualmente por las Partes contendientes, y en coordinación con las Partes contendientes. Ninguna Sección responsable del Secretariado estará obligada a pagar ninguna remuneración o gasto en relación con un procedimiento de panel antes de recibir las contribuciones de las Partes contendientes.

9. La Sección responsable del Secretariado presentará a las Partes contendientes un informe final sobre los pagos realizados en relación con una controversia. A solicitud de una Parte contendiente, la Sección responsable del Secretariado presentará a las Partes contendientes un informe de los pagos realizados hasta la fecha en cualquier momento durante los procedimientos del panel.

10. En caso de renuncia o destitución de un panelista o asistente, o si las Partes contendientes alcanzan una solución mutuamente satisfactoria o la Parte reclamante retira su solicitud de establecimiento de un panel, la Sección responsable del Secretariado hará el pago de la remuneración y gastos adeudados, utilizando recursos proporcionados igualmente por las Partes contendientes, a la presentación de la cuenta final de tiempo o gastos del panelista o asistente, siguiendo los procedimientos del párrafo 7.

### **Artículo 13: Mantenimiento de las Listas**

Las Partes informarán a cada Sección del Secretariado de la composición de la lista establecida en virtud del Artículo 31.8 (Lista y Requisitos de los Panelistas) y de las listas establecidas para los paneles laborales de respuesta rápida. Las Partes informarán sin demora a cada Sección del Secretariado sobre cualquier cambio realizado en la lista o las listas.

### **Artículo 14: Carga de la Prueba Referente a Medidas Incompatibles y Excepciones**

1. Una Parte reclamante que afirma que una medida de otra Parte es incompatible con este Tratado, que otra Parte no ha cumplido con llevar a cabo sus obligaciones en virtud de este Tratado, que un beneficio que la Parte reclamante podría haber esperado razonablemente se está anulando o menoscabando en el sentido del Artículo 31.2 (c) (Ámbito de Aplicación), o que ha habido una denegación de derechos en virtud del Artículo 31-A.2 (Denegación de Derechos) o el Artículo 31-B.2 (Denegación de derechos), tiene la carga de establecer esa incompatibilidad, falla, anulación o menoscabo, o denegación de derechos. En los casos en que la Parte demandada se niegue a participar en el procedimiento del panel, el panel solo encontrará que la Parte reclamante ha satisfecho su carga si la Parte reclamante establece un caso *prima facie* de tal incompatibilidad, incumplimiento con llevar a cabo obligaciones, anulación o menoscabo, o denegación de derechos.

2. Una Parte demandada que afirme que una medida está sujeta a una excepción o defensa afirmativa en virtud del Tratado, tiene la carga de establecer que la excepción o defensa es aplicable.

## **Sección B: Reglas Aplicables a la Solución de Controversias en virtud de la Sección A del Capítulo 31**

### **Artículo 15: Términos de Referencia**

1. Si las Partes contendientes acuerdan los términos de referencia de conformidad con el Artículo 31.7 (Términos de Referencia), dentro de los 20 días posteriores a la fecha de entrega de la solicitud para el establecimiento de un panel, la Parte reclamante entregará puntualmente por medios electrónicos los términos de referencia acordados a la Sección responsable del Secretariado. Esa Sección los entregará por medios electrónicos a las otras Secciones del Secretariado y al panel tras el nombramiento del último panelista.

2. Si las Partes contendientes no han acordado los términos de referencia después de 20 días de la solicitud para el establecimiento del panel, la Parte reclamante podrá notificarlo a la Sección responsable del Secretariado. Al recibir esa notificación, esa Sección entregará los términos de referencia establecidos en el Artículo 31.7 (Términos de Referencia) por medios electrónicos a las

Partes participantes, a las otras Secciones del Secretariado y al panel tras la selección del último panelista.

### **Artículo 16: Paneles de Tres Miembros**

Las Partes contendientes decidirán lo antes posible, y a más tardar siete días después de la fecha de entrega de la solicitud de establecimiento del panel, si deben tener un panel compuesto de solo tres miembros, según lo permitido conforme al Artículo 31.9 (Composición del Panel). Si no hay acuerdo sobre un panel de tres miembros, el panel estará compuesto por cinco panelistas.

### **Artículo 17: Composición de los Paneles**

1. Si una Parte no ha designado a sus individuos para la lista de conformidad con el Artículo 31.8 (Lista y Requisitos de los Panelistas) y esto impide la composición de un panel de conformidad con el Artículo 31.9 (Composición del Panel) debido a un número insuficiente de personas en la lista, las Partes contendientes aplicarán el siguiente proceso para componer un panel:

- (a) Si el presidente se selecciona en virtud de este proceso, dentro de los cinco días de la solicitud de establecimiento del panel, cada Parte contendiente propondrá dos candidatos que no serán ciudadanos de ninguna de las Partes contendientes.
- (b) Si las Partes contendientes no pueden decidir sobre el presidente dentro de los 15 días de la solicitud para el establecimiento del panel, el presidente será seleccionado por sorteo dentro de cinco días, de los candidatos propuestos de conformidad con el subpárrafo (a) que no sean ciudadanos de alguna de las Partes contendientes.
- (c) Si la Parte demandada se niega a participar o no se presenta para el procedimiento de selección por sorteo del subpárrafo (b), la Parte reclamante seleccionará a un individuo entre los candidatos propuestos de conformidad con el subpárrafo (a), que no sea ciudadano de esa Parte, para que presida. La Parte reclamante notificará a la Parte demandada la selección a más tardar el siguiente día hábil.
- (d) Si los panelistas distintos del presidente se seleccionan conforme a este proceso, a más tardar cinco días después de la selección del presidente, cada Parte contendiente propondrá:
  - (i) en el caso de un panel de cinco miembros, cuatro candidatos, al menos dos de los cuales no serán ciudadanos de esa Parte contendiente; o
  - (ii) en el caso de un panel de tres miembros, dos candidatos, al menos uno de los cuales no será ciudadano de esa Parte contendiente,

y cada Parte contendiente notificará a la otra Parte sus candidatos propuestos a más tardar el día hábil siguiente.

- (e) Si la Parte demandada no propone a todos sus candidatos de conformidad con el subpárrafo (d), los candidatos propuestos serán los propuestos por la Parte reclamante.
- (f) Si uno o más panelistas que no sean el presidente están siendo seleccionados conforme a este proceso, entonces dentro de los 15 días posteriores a la selección del presidente, cada Parte contendiente seleccionará:
  - (i) en el caso de un panel de cinco miembros, dos panelistas que sean ciudadanos de la otra Parte contendiente entre los candidatos propuestos de conformidad con el subpárrafo (d); o
  - (ii) en el caso de un panel de tres miembros, un panelista que sea ciudadano de la otra Parte contendiente entre los candidatos propuestos de conformidad con el subpárrafo (d).
- (g) Si una Parte contendiente no selecciona a sus panelistas de conformidad con el subpárrafo (f), dentro de cinco días, el panelista o panelistas serán seleccionados por sorteo de los candidatos propuestos de conformidad con el subpárrafo (d) que sean ciudadanos de la otra Parte contendiente.
- (h) Si la Parte contendiente que no seleccionó a sus panelistas conforme al subpárrafo (f) se niega a participar o no se presenta para el procedimiento de selección por sorteo, dentro de cinco días la otra Parte contendiente seleccionará:
  - (i) en el caso de un panel de cinco miembros, dos panelistas de su propia ciudadanía de los candidatos propuestos de conformidad con el subpárrafo (d); o
  - (ii) en el caso de un panel de tres miembros, un panelista de su propia ciudadanía de los candidatos propuestos de conformidad con el subpárrafo (d),

y la Parte contendiente que seleccione notificará a la Parte contendiente que se negó o no compareció para el procedimiento de selección por sorteo de la selección a más tardar el siguiente día hábil.

## **Artículo 18: Comunicaciones Escritas y Otros Documentos**

1. La Parte reclamante presentará su escrito inicial a la Sección responsable del Secretariado a más tardar siete días después de la fecha en que se seleccione el último panelista.
2. A más tardar cinco días después de la selección del último panelista, y después de consultar a las Partes contendientes, el panel emitirá un calendario del procedimiento que normalmente estipulará:
  - (a) que la presentación del escrito inicial de la Parte demandada se haga a más tardar 31 días después de la fecha de presentación del escrito inicial de la Parte reclamante o Partes reclamantes;
  - (b) que la presentación de la comunicación escrita de una tercera Parte se haga a más tardar 10 días después de la fecha establecida para la presentación del escrito inicial de la Parte demandada;
  - (c) que la presentación de cualquier escrito de réplica de cualquier Parte reclamante se haga a más tardar 21 días después de la fecha establecida para la presentación del escrito inicial de la Parte demandada;
  - (d) que la presentación de cualquier escrito de réplica de la Parte demandada se haga a más tardar 21 días después de la fecha establecida para la presentación del escrito de réplica de la Parte reclamante o Partes reclamantes;
  - (e) que una audiencia se haga a más tardar 14 días después de la fecha establecida para la presentación del escrito de réplica de la Parte demandada;
  - (f) que la entrega a las Partes participantes de preguntas escritas del panel, si las hay, se haga dentro de los tres días posteriores al último día de la audiencia;
  - (g) que la presentación de las respuestas de una Parte a las preguntas escritas, si las hay, del panel, se haga dentro de los siete días posteriores a la entrega de las preguntas escritas;
  - (h) que la presentación de los comentarios de una Parte sobre las respuestas a las preguntas escritas de otra Parte contendiente se haga dentro de los siete días posteriores a la entrega de las respuestas a las preguntas escritas.
3. Una Parte participante presentará junto con sus comunicaciones escritas todas las pruebas en las que pretende basarse para respaldar los argumentos fácticos y legales que presenta.
4. En sus escritos de réplica, las Partes contendientes presentarán evidencia únicamente para responder o refutar la evidencia presentada o los argumentos planteados en la comunicación escrita previa de la otra Parte contendiente.

5. En el caso de cualquier solicitud, notificación u otro documento relacionado con el procedimiento del panel que no esté comprendido en esta Sección, la Parte participante entregará el documento de conformidad con el Artículo 31.12 (Presentación Electrónica de Documentos).

### **Artículo 19: Publicación de Documentos**

1. Una Parte contendiente o una tercera Parte que presente una solicitud o una notificación de conformidad con el Artículo 31.4 (Consultas), el Artículo 31.6 (Establecimiento de un Panel) o el Artículo 31.14 (Participación de una Tercera Parte) divulgará una copia de la solicitud o notificación al público a más tardar siete días después de que entregue esa solicitud o notificación.

2. Cada Parte participante divulgará al público una versión pública de sus comunicaciones escritas tan pronto como sea posible después de que dichos documentos se presenten al panel, y a más tardar en el momento en que se emita el informe final.

3. Si la Parte requerida para divulgar un documento públicamente de conformidad con los párrafos 1 y 2 no lo ha hecho al final del plazo requerido, bajo la dirección de una Parte contendiente, su Sección del Secretariado o la Sección responsable del Secretariado divulgará el documento al público. Antes de que esos documentos se pongan a disposición del público serán censurados para eliminar cualquier información designada para ser tratada confidencialmente por una Parte participante de conformidad con el Apéndice 1.

4. Si las Partes contendientes están de acuerdo, la Sección responsable del Secretariado pondrá a disposición del público la transcripción de la audiencia después de que las Partes hayan propuesto cualquier corrección de conformidad con el Artículo 21.14 (Audiencias) de estas Reglas, y a más tardar 15 días después de que el informe final del panel sea publicado. Antes de que la transcripción se ponga a disposición del público, se censurará para eliminar cualquier información designada para ser tratada confidencialmente por una Parte participante de conformidad con el Apéndice 1.

5. Ninguna Parte contendiente divulgará públicamente el contenido de un informe inicial presentado a las Partes contendientes en virtud del Artículo 31.17 (Informe del Panel) o el contenido de cualquier comentario realizado en un informe inicial.

6. En la medida en que lo considere necesario para proteger la información confidencial, una Parte participante podrá designar como confidencial, de conformidad con el Apéndice 1, cualquier información fáctica que incluya en una comunicación escrita que no sea de dominio público. En la medida de lo posible, la información confidencial debería estar contenida en un anexo a la comunicación escrita. Cada Parte participante ejercerá la mayor moderación al designar la información como confidencial.

7. Si una Parte participante designa la información contenida en un documento como confidencial, también preparará y entregará una versión no confidencial censurada del documento



a más tardar 10 días después de la fecha de la presentación del documento que contenía la información confidencial.

8. Si una Parte participante censura información confidencial, la versión no confidencial del documento indicará claramente cada lugar en el que la información ha sido censurada.

9. A más tardar 15 días después de la emisión del informe final, y después de tomar cualquier medida para proteger la información confidencial, las Partes contendientes a través de la Sección responsable del Secretariado pondrán el informe final a disposición del público.

## **Artículo 20: Presentación de Opiniones Escritas por Entidades No Gubernamentales**

1. Un panel podrá, previa solicitud realizada por una entidad no gubernamental ubicada en el territorio de una Parte contendiente, dentro de los 20 días posteriores al nombramiento del último panelista, otorgar permiso a esa entidad para presentar opiniones escritas que podrán ayudar al panel a evaluar las comunicaciones escritas y argumentos de las Partes contendientes.

2. La solicitud de admisión debe:

- (a) contener una descripción de la entidad no gubernamental, incluida, según corresponda, una declaración de su nacionalidad o lugar de establecimiento, membresía, fuentes de financiamiento, estatus legal y la naturaleza de sus actividades;
- (b) identificar las cuestiones de hecho y derecho específicas que la entidad no gubernamental abordará en su comunicación;
- (c) explicar cómo la comunicación de la entidad no gubernamental ayudaría al panel en la determinación de la cuestión fáctica o legal relacionada con la controversia aportando una perspectiva, conocimiento particular o visión diferente al de las Partes participantes y por qué sería poco probable que sus opiniones repitan argumentos legales y fácticos que una Parte ha formulado o se espera que formule; y
- (d) contener una declaración que revele:
  - (i) si la entidad no gubernamental tiene o ha tenido alguna relación, directa o indirecta, con una Parte;
  - (ii) si la entidad no gubernamental recibió o recibirá asistencia, financiera o de otra manera, en la preparación de su solicitud de admisión o su comunicación; y

- (iii) si la entidad no gubernamental ha recibido la asistencia referida en el subpárrafo (ii), la Parte o persona que proporciona la asistencia y la naturaleza de esa asistencia;
- (e) hacerse por escrito, fechado y firmado por un representante de la entidad no gubernamental e incluir la dirección y otros datos de contacto del representante;
- (f) no tener más de 1000 palabras;
- (g) hacerse en un idioma notificado por el Artículo 24 (Traducción e Interpretación) de estas Reglas; y
- (h) ser entregado a la Sección responsable del Secretariado.

3. La Sección responsable del Secretariado proporcionará puntualmente cualquier solicitud realizada por una entidad no gubernamental a cada Parte y al panel, y pondrá la solicitud a disposición del público. El panel decidirá, después de consultar a las Partes, dentro de los siete días posteriores a la fecha de recepción de la solicitud, si concede a la entidad no gubernamental permiso para presentar opiniones escritas en su totalidad o en parte. Con prontitud, la Sección responsable (a) notificará a la entidad no gubernamental y a las Partes de su decisión, y (b) pondrá la decisión a disposición del público.

4. El panel fijará una fecha razonable mediante la cual las Partes podrán comentar sobre la solicitud de admisión.

5. Al tomar su decisión de permitir la presentación de opiniones escritas, el panel tomará en consideración los requisitos del párrafo 2 y cualquier opinión de las Partes contendientes sobre la solicitud de admisión.

6. Si el panel ha otorgado permiso a una entidad no gubernamental para presentar opiniones escritas, el panel fijará la fecha de entrega de la comunicación escrita de la entidad no gubernamental, y la fecha de entrega de cualquier respuesta de las Partes a esa comunicación.

7. La comunicación de la entidad no gubernamental debe:

- (a) estar fechada y firmada por un representante de la entidad no gubernamental;
- (b) no debe tener más de 10 páginas mecanografiadas, incluidos los apéndices;
- (c) abordar solo las cuestiones de hecho y de derecho que la entidad no gubernamental describió en su solicitud de admisión, sujeto a cualquier otra limitación impuesta por el panel al otorgarles el permiso;

- (d) hacerse en un idioma notificado por una Parte conforme al Artículo 24 (Traducción e Interpretación) de estas Reglas; y
  - (e) ser entregada a la Sección responsable del Secretariado.
8. El panel se asegurará de que las Partes contendientes tengan la oportunidad adecuada de proporcionar comentarios al panel sobre cualquier comunicación de una entidad no gubernamental.
9. El panel no está obligado a abordar en su informe alguna cuestión planteada en una comunicación escrita por una entidad no gubernamental de una Parte.
10. La Sección responsable del Secretariado hará públicas las comunicaciones de entidades no gubernamentales tan pronto como sea posible después de que se presenten al panel y, a más tardar, cuando se emita el informe final.
11. Cada Parte contendiente, a más tardar 14 días después de la fecha del establecimiento del panel, hará público:
- (a) el establecimiento del panel;
  - (b) la oportunidad para que las entidades no gubernamentales en el territorio de cada Parte presenten solicitudes para proporcionar opiniones escritas en la controversia; y
  - (c) los procedimientos y requisitos para realizar tales comunicaciones, compatibles con estas Reglas.

## **Artículo 21: Audiencias**

1. El presidente fijará la fecha y hora de la audiencia en consulta con las Partes participantes, los otros miembros del panel y la Sección responsable del Secretariado. La Sección responsable del Secretariado notificará por escrito la fecha, hora y lugar de la audiencia a las Partes participantes.
2. A menos que las Partes contendientes acuerden algo diferente, la audiencia se celebrará en la capital de la Parte demandada.
3. El panel podrá convocar audiencias adicionales si las Partes contendientes así lo acuerdan.
4. Todos los panelistas estarán presentes en las audiencias. Cuando se haya seleccionado un panelista de reemplazo después de la audiencia inicial, el panel celebrará una nueva audiencia si

una de las Partes lo solicita después de consultar con la otra Parte contendiente, o si el panel considera que una nueva audiencia es apropiada. La nueva audiencia podría estar limitada a cuestiones particulares.

5. Las audiencias estarán abiertas para que el público las observe<sup>1</sup>, a menos que las Partes contendientes decidan lo contrario. El panel, en consulta con las Partes contendientes, adoptará los preparativos y procedimientos logísticos apropiados para asegurar que las audiencias no sean interrumpidas por la asistencia del público.

6. Las audiencias se llevarán a cabo en sesión cerrada durante cualquier discusión sobre información designada como confidencial. Solo personas autorizadas podrán asistir a la porción de la audiencia que sea cerrada.

7. Una Parte participante que desee presentar o discutir información confidencial durante una audiencia notificará previamente al panel, a las otras Partes participantes y a la Sección responsable del Secretariado. En la medida de lo posible, la Parte participante enviará la notificación al menos 10 días antes del primer día de la audiencia.

8. A más tardar cinco días antes de la fecha de una audiencia, cada Parte participante entregará a la Sección responsable del Secretariado y a las otras Partes participantes una lista de los nombres de aquellas personas que harán argumentos orales, presentaciones o darán testimonio en la audiencia en nombre de esa Parte y de otros representantes o asesores que asistirán a la audiencia.

9. A más tardar 30 días antes de la fecha de la audiencia, las Partes contendientes podrán presentar al panel una declaración acordada de los hechos que las Partes contendientes consideran que no están en controversia. Si se presenta una declaración de hechos acordada, el panel aceptará los hechos estipulados por las Partes contendientes.

10. Las Partes contendientes podrán, de conformidad con los procedimientos establecidos por el panel, presentar el testimonio de los testigos en persona o mediante declaración, declaración jurada, informe, teleconferencia o videoconferencia.

11. Si una Parte contendiente presenta el testimonio de un testigo en una audiencia, las Partes contendientes y el panel podrán comprobar la veracidad de dicho testimonio.

12. El panel realizará la audiencia de la siguiente manera, asegurando que se les otorgue el mismo tiempo a la Parte o Partes reclamantes y a la Parte demandada:

### **Argumento –**

---

<sup>1</sup> Para facilitar la observación pública de las audiencias del panel, el Panel podrá hacer públicas las audiencias de la manera que decida en consulta con las Partes, incluso por medios electrónicos. Sin embargo, se requiere el consentimiento de las Partes contendientes para realizar la transmisión de una audiencia de forma distinta a una transmisión de circuito cerrado.

- (a) Argumento de la Parte o Partes reclamantes;
- (b) Argumento de la Parte demandada;
- (c) Presentación de la tercera Parte;

**Argumento de Réplica –**

- (d) Réplica de la Parte o Partes reclamantes;
- (e) Contra-réplica de la Parte demandada;

**Declaraciones finales –**

- (f) Declaración final de la Parte o Partes reclamantes; y
- (g) Declaración final de la Parte demandada.

13. El panel podrá formular preguntas a una Parte participante o a sus testigos en cualquier momento durante una audiencia.

14. La Sección responsable del Secretariado se encargará de que se prepare una transcripción de cada audiencia y entregará, tan pronto como sea posible después de que sea preparada, una copia de la transcripción, incluidas las grabaciones de audio de la audiencia, a las Partes participantes a través de sus Secciones respectivas del Secretariado, y al panel. Las Partes participantes podrán proponer correcciones a la transcripción a más tardar 21 días después de su entrega. En caso de desacuerdo, las Partes participantes buscarán orientación del panel.

**Artículo 22: Comunicaciones Escritas Complementarias**

1. El panel podrá en cualquier momento durante un procedimiento dirigir preguntas por escrito a una o más de las Partes participantes. El panel entregará las preguntas escritas por medios electrónicos a las Partes participantes a través de la Sección responsable del Secretariado.

2. La Parte participante a quien el panel dirija las preguntas escritas entregará su respuesta escrita al panel y a las Partes participantes a través de la Sección responsable del Secretariado dentro del plazo fijado por el panel.

3. Cada Parte participante tendrá la oportunidad de proporcionar comentarios por escrito sobre la respuesta dentro de los cinco días posteriores a la fecha de entrega.

4. Con el acuerdo del panel, una Parte contendiente podrá presentar un escrito complementario respondiendo a cualquier asunto que surgió durante la audiencia.

### **Artículo 23: Información y Asesoría Técnica**

1. Si un panel desea buscar información o asesoría técnica conforme al Artículo 31.15 (Función de los Expertos), notificará lo antes posible a las Partes contendientes su solicitud y a más tardar 15 días después del último día de la audiencia.

2. Si una Parte contendiente considera que un panel debería buscar información o asesoría técnica conforme al Artículo 31.15 (Función de los Expertos), lo notificará al panel de conformidad con el párrafo 1 lo antes posible y a más tardar 15 días después de la audiencia.

3. A más tardar 15 días después de la fecha de la solicitud conforme al párrafo 1 o 2, el panel y las Partes contendientes consultarán para determinar si se debería buscar la información o asesoría técnica y, de ser así, qué persona u organismo se debería seleccionar como experto. Si el panel y las Partes contendientes están de acuerdo, decidirán de quién buscar la información o asesoría técnica, dentro de los siguientes cinco días. Si el panel y las Partes contendientes no pueden ponerse de acuerdo, el procedimiento del panel se reanudará al final del plazo de 15 días.

4. A más tardar cinco días después de la selección de una persona u organismo conforme al párrafo 3, el panel o la Parte contendiente que inició el procedimiento circulará un proyecto de términos y condiciones de la solicitud de información o asesoría técnica y proporcionará a la otra Parte contendiente siete días para comentar ese proyecto.

5. A más tardar 15 días después de la selección de la persona u organismo conforme al párrafo 3, las Partes contendientes, en consulta con el panel, procurarán acordar los términos y condiciones de la solicitud de información o asesoría técnica.

6. El panel entregará una copia de su solicitud de información o asesoría técnica a la Sección responsable del Secretariado que, a su vez, se encargará de la entrega de copias electrónicas de la solicitud por medios electrónicos a las otras Partes participantes a través de su Sección del Secretariado y a cualquier persona u organismo seleccionado conforme al párrafo 3. La Sección responsable del Secretariado pondrá la solicitud a disposición del público, sujeta a la protección de cualquier información confidencial.

7. El experto seleccionado conforme al párrafo 3 entregará la información o asesoría técnica a la Sección responsable del Secretariado en la fecha acordada por las Partes contendientes, que normalmente será dentro de los 30 días posteriores a la recepción de la solicitud del panel.

8. La Sección responsable del Secretariado entregará la información o asesoría técnica al panel y a las Partes participantes por medios electrónicos a través de sus respectivas Secciones del Secretariado, y la pondrá a disposición del público, sujeto a la protección de la información

confidencial. El panel establecerá una fecha para que las Partes participantes hagan comentarios sobre la información o asesoría técnica. Esa fecha normalmente será dentro de los 14 días posteriores a la fecha de entrega de la información o asesoría técnica.

9. Si se realiza una solicitud de información o asesoría técnica, los plazos aplicables al procedimiento del panel se suspenderán por un plazo que comenzará en la fecha de la solicitud del panel conforme a los párrafos 1 o 2 y finalizará en la fecha de entrega de los comentarios sobre la información o asesoría técnica conforme al párrafo 8, o en cualquier otra fecha que proporcionen las Partes contendientes.

10. Si la información o asesoría técnica se entrega antes de la audiencia, el panel puede solicitar, a solicitud de una Parte contendiente, o por propia iniciativa si las Partes contendientes están de acuerdo, que el experto asista a la audiencia con el fin de proporcionar la oportunidad para que el panel y las Partes contendientes hagan preguntas referentes a la información o asesoría técnica enviada por ese experto. Si la información o la asesoría técnica se entrega después de la audiencia, el panel podrá organizar, a solicitud de una Parte contendiente, o por iniciativa propia si las Partes contendientes están de acuerdo, una audiencia, incluso mediante teleconferencia o videoconferencia, con el fin de brindar la oportunidad para que el panel y las Partes contendientes hagan preguntas referentes a la información o asesoría técnica enviada por ese experto.

#### **Artículo 24: Traducción e Interpretación**

1. Una Parte participante, dentro de los cinco días posteriores a la selección del último panelista, notificará por escrito a la Sección responsable del Secretariado el idioma en el que realizará sus comunicaciones escritas, argumentos orales y presentaciones, y en el que desea recibir las comunicaciones escritas y escuchar los argumentos orales y presentaciones de las otras Partes participantes. La Sección responsable del Secretariado proporcionará puntualmente esta información al panel y a las otras Partes participantes.

2. Si, de conformidad con la notificación proporcionada por cada Parte conforme al párrafo 1, las comunicaciones escritas o los argumentos orales y las presentaciones en un procedimiento del panel se realizarán en más de un idioma, o a solicitud de un panelista, la Sección responsable del Secretariado hará los preparativos de la traducción de las comunicaciones escritas y los informes del panel o de la interpretación de los argumentos en cualquier audiencia, según sea el caso.

3. Si se requiere que la Sección responsable del Secretariado haga los preparativos para la traducción de una comunicación escrita o informe en uno o más idiomas, no entregará esa comunicación escrita al panel y otras Partes participantes hasta que todas las versiones traducidas de esa comunicación escrita o informe hayan sido preparadas.

4. Cualquier plazo aplicable a un procedimiento de panel se suspenderá por el plazo necesario para completar la traducción de cualquier comunicación escrita.

5. Los costos incurridos para preparar una traducción de un informe final y todos los demás requisitos de traducción e interpretación en un procedimiento de panel serán sufragados por la Sección del Secretariado de cada Parte contendiente por partes iguales. Los costos de la traducción de una comunicación escrita de una tercera Parte en un procedimiento de panel correrán a cargo de dicha tercera Parte.

6. Cualquier Parte contendiente podrá proporcionar comentarios sobre la versión traducida de un documento que se prepare de conformidad con estas Reglas. En el caso de una incompatibilidad entre un documento original y una traducción preparada de conformidad con estas Reglas, prevalecerá el documento original.

### **Artículo 25: Paneles de Suspensión de Beneficios**

1. Si una Parte demandada solicita que se vuelva a reunir un panel de conformidad con el Artículo 31.19.3 (Incumplimiento – Suspensión de Beneficios), la Sección responsable del Secretariado notificará con prontitud a los panelistas. Si un panelista no está disponible, las Partes contendientes seleccionarán un nuevo panelista de conformidad con el Artículo 31.9 (Composición del Panel). La Sección responsable del Secretariado notificará con prontitud a las Partes contendientes que el panel se ha reunido nuevamente o que se ha seleccionado un nuevo panelista. El panel se volverá a reunir cuando se confirme que todos los panelistas están disponibles.

2. Estas Reglas se aplican a un panel establecido conforme al Artículo 31.19.3 (Incumplimiento – Suspensión de Beneficios) excepto que:

- (a) la Parte que solicite el establecimiento del panel entregará su escrito inicial a su Sección del Secretariado dentro de los siete días posteriores a la fecha en que se vuelva a reunir al panel;
- (b) la Parte demandada entregará su escrito de contestación a su Sección del Secretariado dentro de los 15 días posteriores a la fecha de entrega del escrito inicial;
- (c) el panel fijará el límite de tiempo para la entrega de cualquier otra comunicación escrita, incluidos los escritos de réplica, a fin de proporcionar a cada Parte contendiente la oportunidad de presentar un número igual de comunicaciones escritas sujetas a los límites de tiempo para los procedimientos del panel establecidos en el Tratado y estas Reglas; y
- (d) el panel podrá decidir no convocar una audiencia a menos que una Parte contendiente solicite una audiencia.



## **Sección C: Reglas de Procedimientos para el Mecanismo Laboral de Respuesta Rápida en Instalaciones Específicas México-Estados Unidos**

### **Artículo 26: Paneles Laborales de Respuesta Rápida México-Estados Unidos**

#### **General**

1. Estos procedimientos se aplican a un panel establecido conforme al Artículo 31-A.5 (Solicitudes para el Establecimiento de un Panel Laboral de Respuesta Rápida). Para los efectos de estos procedimientos, los Estados Unidos y México son colectivamente "las Partes" e individualmente "una Parte".
2. Una Parte que presente cualquier documento al Secretariado presentará al mismo tiempo una copia a la otra Parte.
3. La presentación o transmisión de documentos por una Parte, el Secretariado o el panel se realizará por correo electrónico, salvo cuando el panel disponga de otra manera.

#### **Selección de Panelistas**

4. Si se ha solicitado un panel, la Sección responsable del Secretariado, en coordinación con la Sección del Secretariado de la otra Parte:
  - (a) contactará inmediatamente a los individuos en las listas de panelistas para determinar su disponibilidad para servir en un panel si es necesario;
  - (b) solicitará que los individuos disponibles completen la Declaración Inicial de Divulgación y la devuelvan a la Sección responsable del Secretariado dentro de dos días; y
  - (c) informará a las Partes de las respuestas recibidas conforme al subpárrafo (a) y proporcionará a las Partes las declaraciones recibidas conforme al subpárrafo (b).

Si, después de recibir las respuestas de conformidad con el subpárrafo (a), no hay ningún individuo disponible en ninguna de las listas referidas en el Artículo 31-A.3 (Listas de Panelistas Laborales de Respuesta Rápida), se seguirá el procedimiento del párrafo 10 de este Artículo.

5. Después de recibir las respuestas de conformidad con el párrafo 4(a) y las declaraciones de divulgación hechas de conformidad con el párrafo 4(b), la Sección responsable del Secretariado, seleccionará a cada panelista por sorteo de conformidad con el Artículo 31-A.5.3 (Solicitudes para el Establecimiento de un Panel Laboral de Respuesta Rápida). La Sección responsable del Secretariado notificará y proporcionará la oportunidad para que un representante de la otra Parte o de la Sección del Secretariado de la Parte participe en la selección por sorteo. Solo los individuos

que hayan confirmado su disponibilidad de conformidad con el subpárrafo 4(a) serán elegibles para ser seleccionados por sorteo.

6. El panelista seleccionado de la lista conjunta conforme al Artículo 31-A.5.3 (Solicitudes para el Establecimiento de un Panel Laboral de Respuesta Rápida) fungirá como presidente del panel.

7. Después de que los panelistas hayan sido seleccionados por sorteo, la Sección responsable del Secretariado transmitirá de inmediato la petición a los panelistas seleccionados y notificará a las Partes y a la Sección del Secretariado de la otra Parte la composición del panel. Después de la transmisión de la petición, el panel se considerará constituido.

8. Si un panelista fallece, se retira, rechaza o no puede servir en un panel, o es removido, se seleccionará un reemplazo lo más rápido posible, y en ningún caso después de tres días hábiles a partir de la fecha en que surja la vacante, de conformidad con el procedimiento de selección seguido para seleccionar al panelista.

9. Cualquier plazo aplicable al procedimiento del panel se suspenderá por un plazo que comienza en la fecha en que el panelista fallece, se retira, rechaza o no puede servir en un panel, o sea removido, y finaliza en la fecha en que se selecciona el reemplazo.

10. Si una Parte no ha designado individuos para su propia lista o si las Partes no han llegado a un consenso sobre los individuos que serán nombrados para la lista conjunta, como lo requiere el Artículo 31-A.3 (Listas de Panelistas Laborales de Respuesta Rápida), o si no hay individuos disponibles de ninguna lista, se aplicarán los siguientes procedimientos para componer un panel:

- (a) (i) si no hay una lista conjunta, la Parte que solicita el establecimiento del panel propondrá a dos candidatos que no sean nacionales de las Partes para servir como presidente del panel al mismo tiempo que realiza la solicitud, la otra Parte podrá proponer dos candidatos que no sean nacionales de las Partes dentro de los dos días de la solicitud de establecimiento del panel, y la Sección responsable del Secretariado utilizará la lista de dos candidatos, o cuatro si la otra Parte ha presentado una propuesta, para la selección por sorteo conforme al subpárrafo (c);
- (ii) si la Parte que solicita el establecimiento del panel no ha designado individuos para su propia lista, propondrá tres candidatos al mismo tiempo que realiza la solicitud y, en caso de no hacerlo, el panel no se establecerá;
- (iii) si la otra Parte no ha designado individuos para su lista, esa Parte podrá proponer tres candidatos dentro de los dos días a partir de la solicitud del establecimiento del panel. Si la Parte demandada no propone los tres candidatos, la Parte solicitante propondrá tres candidatos para la lista de esa otra Parte.

- (b) Una Parte que proponga candidatos conforme al subpárrafo (a) presentará los nombres y el *curriculum vitae* de esos candidatos por medios electrónicos a la otra Parte y a la Sección responsable del Secretariado e incluirá la Declaración Inicial de Divulgación de cada candidato.
- (c) Dentro de los tres días hábiles a la solicitud de establecimiento de un panel, la Sección responsable del Secretariado seleccionará por sorteo a los panelistas. La Sección responsable del Secretariado notificará y proporcionará oportunidad para que un representante de la otra Parte o de la Sección del Secretariado de esa Parte participe en la selección por sorteo.
- (d) Después del establecimiento de un panel, la Sección responsable del Secretariado transmitirá inmediatamente la petición a los panelistas seleccionados y notificará a las Partes contendientes sobre la composición del panel. Después de la transmisión de la petición, el panel se considerará constituido.

## **Verificación**

11. Sin limitar que el panel realice la verificación según lo dispone el Artículo 31-A.7 (Verificación), al formular una solicitud de verificación apropiada conforme al Artículo 31-A.7.1 (Verificación), el panel proporcionará una explicación sobre las acciones que pretende realizar (por ejemplo, verificación *in situ*, revisión en persona o virtual de evidencia documental, o testimonio directo en persona o virtual de individuos, entre otras).

12. Los siguientes procedimientos se aplicarán cuando un panel realice una verificación de conformidad con el Artículo 31-A.7 (Verificación):

- (a) Dentro de los tres días posteriores a la recepción del consentimiento a la solicitud de verificación:
  - (i) el panel proporcionará a las Partes, al propietario de la Instalación Cubierta y al gerente, o su equivalente, de la Instalación Cubierta las fechas y horas propuestas para la verificación y notificará a la Parte demandada si se requiere asistencia o apoyo logístico; y
  - (ii) cada Parte indicará si solicita que se permita a los observadores, que serán funcionarios públicos u otros designados apropiados de esa Parte, acompañar al panel en su verificación.
- (b) Si ambas Partes han solicitado que los observadores acompañen al panel en su verificación, al menos cinco días antes de la verificación, cada Parte notificará al panel los nombres de los observadores, si los hay, que asistirán a la verificación *in situ* en su representación.

- (c) En relación con cualquier verificación, el panel informará al propietario y al gerente, o su equivalente, de la Instalación Cubierta que la interferencia con la verificación, o la incapacidad del panel para realizar la verificación de la manera que considere más apropiada para reunir la información relevante, podrá ser tomada en cuenta por el panel al hacer su determinación. El hecho de no informar de lo anterior a las personas relacionadas con la Instalación Cubierta no afectará la capacidad del panel para tener en cuenta estos asuntos

### **Oportunidad de Ser Oído**

13. A más tardar cinco días después de que el panel esté compuesto, el presidente consultará y acordará con las Partes los plazos de cualquier comunicación escrita que las Partes deseen realizar y decidirá si se debería programar una audiencia. Al establecer los plazos para cualquier comunicación o audiencia, el presidente y las Partes tendrán en cuenta la necesidad de cumplir con los plazos establecidos en el Anexo 31-A (Mecanismo Laboral de Respuesta Rápida en Instalaciones Específicas México-Estados Unidos) del Tratado y la necesidad de asegurar a las Partes la igualdad de oportunidades para presentar sus posiciones.

14. Si se celebra una audiencia, la Sección responsable del Secretariado se encargará de que se prepare una transcripción de la audiencia y, tan pronto como sea posible después de que sea preparada, entregará una copia de la transcripción de la audiencia a las Partes a través de sus respectivas Secciones del Secretariado, y al panel.

15. A menos que las Partes contendientes acuerden algo diferente, la audiencia se llevará a cabo en el territorio de la Parte demandada.

16. Si el panel o una Parte contendiente considera que el panel debería buscar información o asesoría técnica conforme al Artículo 31.15 (Función de los Expertos), el panel y las Partes contendientes buscarán llegar a un acuerdo lo antes posible sobre si, de quién y cómo, incluido el tiempo para, buscar dicha información o asesoría técnica. Si las Partes contendientes no lo acuerdan, no se buscará la información o asesoría técnica.

### **Idiomas**

17. Cualquier documento presentado al panel podrá presentarse en inglés o español. Si el panel o una Parte solicita la traducción de cualquier documento que se le presente, la Sección responsable del Secretariado notificará a las Partes, organizará la traducción y proporcionará al panel y a ambas Partes la traducción una vez que se haya producido.

18. Si el panel realiza una audiencia, y las Partes y el panel no están de acuerdo en que la audiencia se lleve a cabo exclusivamente en un idioma, la Sección responsable del Secretariado se encargará de la interpretación. Si el panel realiza una verificación, la Sección responsable del Secretariado se encargará de organizar cualquier interpretación solicitada por el panel.

19. El panel podrá emitir su determinación escrita en inglés o español. Tan pronto como sea posible después de la emisión de la determinación escrita, la Sección responsable del Secretariado se encargará de que la determinación se traduzca al otro idioma. Cualquier Parte contendiente podrá proporcionar comentarios sobre una versión traducida de un documento que se prepare de conformidad con estas Reglas.

20. Si ambas Partes lo acuerdan, cualquier plazo aplicable a un procedimiento del panel se suspenderá por el plazo necesario para completar la traducción.

21. Los costos incurridos para preparar una traducción de una determinación escrita y todos los demás requisitos de traducción e interpretación en un procedimiento del panel serán sufragados por la Sección del Secretariado de cada Parte contendiente por partes iguales.

### **Publicación de Documentos**

22. Una Parte contendiente que presente una solicitud conforme al Artículo 31-A.5 (Solicitudes para el Establecimiento de un Panel Laboral de Respuesta Rápida) divulgará una copia de la solicitud al público a más tardar siete días después de que entregue esa solicitud.

23. Cada Parte contendiente dará a conocer al público una versión pública de sus comunicaciones escritas tan pronto como sea posible después de que esos documentos se presenten al panel, y a más tardar en el momento en que se emita la determinación.

24. Si la Parte requerida para divulgar un documento públicamente conforme a los párrafos 22 y 23 no lo ha hecho al final del plazo requerido, bajo la dirección de una Parte contendiente, su Sección del Secretariado o la Sección responsable del Secretariado divulgará el documento al público. Antes de que esos documentos se pongan a disposición del público, serán censurados para eliminar cualquier información designada para ser tratada confidencialmente por una Parte contendiente de conformidad con el Apéndice 1.

25. Si las Partes contendientes están de acuerdo, la Sección responsable del Secretariado pondrá a disposición del público la transcripción de la audiencia después de que las Partes hayan propuesto cualquier corrección. Antes de que la transcripción se ponga a disposición del público, se censurará para eliminar cualquier información designada para ser tratada confidencialmente por una Parte contendiente de conformidad con el Apéndice 1.

26. En la medida en que lo considere necesario para proteger la información confidencial, una Parte contendiente podrá designar confidencial, de conformidad con el Apéndice 1, cualquier información fáctica que incluya en una comunicación escrita que no sea de dominio público. En la medida de lo posible, la información confidencial debería estar contenida en un anexo a la comunicación. Cada Parte contendiente ejercerá la mayor moderación al designar la información como confidencial.

27. Si una Parte contendiente designa la información contenida en un documento como confidencial, también preparará y entregará una versión censurada no confidencial del documento a más tardar 10 días después de la fecha de presentación del documento que contenía la información confidencial.

28. Si una Parte contendiente censura información confidencial, la versión no confidencial del documento indicará claramente cada lugar en que la información ha sido censurada.

29. A más tardar 15 días después de la emisión de la determinación, y después de tomar cualquier medida para proteger la información confidencial, las Partes contendientes a través de la Sección responsable del Secretariado pondrán la determinación a disposición del público.

### **Informe sobre el Funcionamiento del Mecanismo Laboral de Respuesta Rápida en Instalaciones Específicas**

30. Un panelista de la lista conjunta, seleccionado por mutuo acuerdo de los panelistas en esa lista, coordinará la redacción del informe sobre el funcionamiento del Mecanismo Laboral de Respuesta Rápida en Instalaciones Específicas requerido conforme al Artículo 31-A.3.6 (Listas de Panelistas Laborales de Respuesta Rápida).

## **Sección D: Reglas de Procedimientos para el Mecanismo Laboral de Respuesta Rápida en Instalaciones Específicas México-Canadá**

### **Artículo 27: Paneles Laborales de Respuesta Rápida México-Canadá**

#### **General**

1. Estos procedimientos se aplican a un panel establecido conforme al Artículo 31-B.5 (Solicitudes para el Establecimiento de un Panel Laboral de Respuesta Rápida). Para los efectos de estos procedimientos, Canadá y México son colectivamente "las Partes" e individualmente "una Parte".

2. Una Parte que presente cualquier documento al Secretariado presentará al mismo tiempo una copia a la otra Parte.

3. La presentación o transmisión de documentos por una Parte, el Secretariado o el panel se realizará por correo electrónico, salvo cuando el panel disponga de otra manera.

#### **Selección de Panelistas**

4. Si se ha solicitado un panel, la Sección responsable del Secretariado, en coordinación con la Sección del Secretariado de la otra Parte:

- (a) contactará inmediatamente a los individuos en las listas de panelistas para determinar su disponibilidad para servir en un panel si es necesario;
- (b) solicitará que los individuos disponibles completen la Declaración Inicial de Divulgación y la devuelvan a la Sección responsable del Secretariado dentro de dos días; y
- (c) informará a las Partes de las respuestas recibidas conforme al subpárrafo (a) y proporcionará a las Partes las declaraciones recibidas conforme al subpárrafo (b).

Si, después de recibir las respuestas de conformidad con el subpárrafo (a), no hay ningún individuo disponible en ninguna de las listas referidas en el Artículo 31-B.3 (Listas de Panelistas Laborales de Respuesta Rápida), se seguirá el procedimiento del párrafo 10 de este Artículo.

5. Después de recibir las respuestas de conformidad con el párrafo 4(a) y las declaraciones de divulgación hechas de conformidad con el párrafo 4(b), la Sección responsable del Secretariado, seleccionará a cada panelista por sorteo de conformidad con el Artículo 31-B.5.3 (Solicitudes para el Establecimiento de un Panel Laboral de Respuesta Rápida). La Sección responsable del Secretariado notificará y proporcionará la oportunidad para que un representante de la otra Parte o de la Sección del Secretariado de la Parte participe en la selección por sorteo. Solo los individuos que hayan confirmado su disponibilidad de conformidad con el subpárrafo 4(a) serán elegibles para ser seleccionados por sorteo.

6. El panelista seleccionado de la lista conjunta conforme al Artículo 31-B.5.3 (Solicitudes para el Establecimiento de un Panel Laboral de Respuesta Rápida) fungirá como presidente del panel.

7. Después de que los panelistas hayan sido seleccionados por sorteo, la Sección responsable del Secretariado transmitirá de inmediato la petición a los panelistas seleccionados y notificará a las Partes y a la Sección del Secretariado de la otra Parte la composición del panel. Después de la transmisión de la petición, el panel se considerará constituido.

8. Si un panelista fallece, se retira, rechaza o no puede servir en un panel, o es removido, se seleccionará un reemplazo lo más rápido posible, y en ningún caso después de tres días hábiles a partir de la fecha en que surja la vacante, de conformidad con el procedimiento de selección seguido para seleccionar al panelista.

9. Cualquier plazo aplicable al procedimiento del panel se suspenderá por un plazo que comienza en la fecha en que el panelista fallece, se retira, rechaza o no puede servir en un panel, o sea removido, y finaliza en la fecha en que se selecciona el reemplazo.

10. Si una Parte no ha designado individuos para su propia lista o si las Partes no han llegado a un consenso sobre los individuos que serán nombrados para la lista conjunta, como lo requiere

el Artículo 31-B.3 (Listas de Panelistas Laborales de Respuesta Rápida), o si no hay individuos disponibles de ninguna lista, se aplicarán los siguientes procedimientos para componer un panel:

- (a) (i) si no hay una lista conjunta, la Parte que solicita el establecimiento del panel propondrá a dos candidatos que no sean nacionales de las Partes para servir como presidente del panel al mismo tiempo que realiza la solicitud, la otra Parte podrá proponer dos candidatos que no sean nacionales de las Partes dentro de los dos días de la solicitud de establecimiento del panel, y la Sección responsable del Secretariado utilizará la lista de dos candidatos, o cuatro si la otra Parte ha presentado una propuesta, para la selección por sorteo conforme al subpárrafo (c);
  - (ii) si la Parte que solicita el establecimiento del panel no ha designado individuos para su propia lista, propondrá tres candidatos al mismo tiempo que realiza la solicitud y, en caso de no hacerlo, el panel no se establecerá;
  - (iii) si la otra Parte no ha designado individuos para su lista, esa Parte podrá proponer tres candidatos dentro de los dos días a partir de la solicitud del establecimiento del panel. Si la Parte demandada no propone los tres candidatos, la Parte solicitante propondrá tres candidatos para la lista de esa otra Parte.
- (b) Una Parte que proponga candidatos conforme al subpárrafo (a) presentará los nombres y el *curriculum vitae* de esos candidatos por medios electrónicos a la otra Parte y a la Sección responsable del Secretariado e incluirá la Declaración Inicial de Divulgación de cada candidato.
  - (c) Dentro de los tres días hábiles a la solicitud de establecimiento de un panel, la Sección responsable del Secretariado seleccionará por sorteo a los panelistas. La Sección responsable del Secretariado notificará y proporcionará la oportunidad para que un representante de la otra Parte o de la Sección del Secretariado de esa Parte participe en la selección por sorteo.
  - (d) Después del establecimiento de un panel, la Sección responsable del Secretariado transmitirá inmediatamente la petición a los panelistas seleccionados y notificará a las Partes contendientes sobre la composición del panel. Después de la transmisión de la petición, el panel se considerará constituido.

## **Verificación**

11. Sin limitar que el panel realice la verificación según lo dispone el Artículo 31-B.7 (Verificación), al formular una solicitud de verificación apropiada conforme al Artículo 31-B.7.1 (Verificación), el panel proporcionará una explicación sobre las acciones que pretende realizar



(por ejemplo, verificación *in situ*, revisión en persona o virtual de evidencia documental, o testimonio directo en persona o virtual de individuos, entre otras).

12. Los siguientes procedimientos se aplicarán cuando un panel realice una verificación de conformidad con el Artículo 31-B.7 (Verificación):

- (a) Dentro de los tres días posteriores a la recepción del consentimiento a la solicitud de verificación:
  - (i) el panel proporcionará a las Partes, al propietario de la Instalación Cubierta y al gerente, o su equivalente, de la Instalación Cubierta las fechas y horas propuestas para la verificación y notificará a la Parte demandada si se requiere asistencia o apoyo logístico; y
  - (ii) cada Parte indicará si solicita que se permita a los observadores, que serán funcionarios públicos u otros designados apropiados de esa Parte, acompañar al panel en su verificación.
- (b) Si ambas Partes han solicitado que los observadores acompañen al panel en su verificación, al menos cinco días antes de la verificación, cada Parte notificará al panel los nombres de los observadores, si los hay, que asistirán a la verificación *in situ* en su representación.
- (c) En relación con cualquier verificación, el panel informará al propietario y al gerente, o su equivalente, de la Instalación Cubierta que la interferencia con la verificación, o la incapacidad del panel para realizar la verificación de la manera que considere más apropiada para reunir la información relevante, podrá ser tomada en cuenta por el panel al hacer su determinación. El hecho de no informar de lo anterior a las personas relacionadas con la Instalación Cubierta no afectará la capacidad del panel para tener en cuenta estos asuntos

### **Oportunidad de Ser Oído**

13. A más tardar cinco días después de que el panel esté compuesto, el presidente consultará y acordará con las Partes los plazos de cualquier comunicación escrita que las Partes deseen realizar y decidirá si se debería programar una audiencia. Al establecer los plazos para cualquier comunicación o audiencia, el presidente y las Partes tendrán en cuenta la necesidad de cumplir con los plazos establecidos en el Anexo 31-B (Mecanismo Laboral de Respuesta Rápida en Instalaciones Específicas México-Canadá) del Tratado y la necesidad de asegurar a las Partes la igualdad de oportunidades para presentar sus posiciones.

14. Si se celebra una audiencia, la Sección responsable del Secretariado se encargará de que se prepare una transcripción de la audiencia y, tan pronto como sea posible después de que sea

preparada, entregará una copia de la transcripción de la audiencia a las Partes a través de sus respectivas Secciones del Secretariado, y al panel.

15. A menos que las Partes contendientes acuerden algo diferente, la audiencia se llevará a cabo en el territorio de la Parte demandada.

16. Si el panel o una Parte contendiente considera que el panel debería buscar información o asesoría técnica conforme al Artículo 31.15 (Función de los Expertos), el panel y las Partes contendientes buscarán llegar a un acuerdo lo antes posible sobre si, de quién y cómo, incluido el tiempo para, buscar dicha información o asesoría técnica. Si las Partes contendientes no lo acuerdan, no se buscará la información o asesoría técnica.

### **Idiomas**

17. Cualquier documento presentado al panel podrá presentarse en inglés o español. Si el panel o una Parte solicita la traducción de cualquier documento que se le presente, la Sección responsable del Secretariado notificará a las Partes, organizará la traducción y proporcionará al panel y a ambas Partes la traducción una vez que se haya producido.

18. Si el panel realiza una audiencia, y las Partes y el panel no están de acuerdo en que la audiencia se lleve a cabo exclusivamente en un idioma, la Sección responsable del Secretariado se encargará de la interpretación. Si el panel realiza una verificación, la Sección responsable del Secretariado se encargará de organizar cualquier interpretación solicitada por el panel.

19. El panel podrá emitir su determinación escrita en inglés o español. Tan pronto como sea posible después de la emisión de la determinación escrita, la Sección responsable del Secretariado se encargará de que la determinación se traduzca al otro idioma. Cualquier Parte contendiente podrá proporcionar comentarios sobre una versión traducida de un documento que se prepare de conformidad con estas Reglas.

20. Si ambas Partes lo acuerdan, cualquier plazo aplicable a un procedimiento del panel se suspenderá por el plazo necesario para completar la traducción.

21. Los costos incurridos para preparar una traducción de una determinación escrita y todos los demás requisitos de traducción e interpretación en un procedimiento del panel serán sufragados por la Sección del Secretariado de cada Parte contendiente por partes iguales.

### **Publicación de Documentos**

22. Una Parte contendiente que presente una solicitud conforme al Artículo 31-B.5 (Solicitudes para el Establecimiento de un Panel Laboral de Respuesta Rápida) divulgará una copia de la solicitud al público a más tardar siete días después de que entregue esa solicitud.

23. Cada Parte contendiente dará a conocer al público una versión pública de sus comunicaciones escritas tan pronto como sea posible después de que esos documentos se presenten al panel, y a más tardar en el momento en que se emita la determinación.

24. Si la Parte requerida para divulgar un documento públicamente conforme a los párrafos 22 y 23 no lo ha hecho al final del plazo requerido, bajo la dirección de una Parte contendiente, su Sección del Secretariado o la Sección responsable del Secretariado divulgará el documento al público. Antes de que esos documentos se pongan a disposición del público, serán censurados para eliminar cualquier información designada para ser tratada confidencialmente por una Parte contendiente de conformidad con el Apéndice 1.

25. Si las Partes contendientes están de acuerdo, la Sección responsable del Secretariado pondrá a disposición del público la transcripción de la audiencia después de que las Partes hayan propuesto cualquier corrección. Antes de que la transcripción se ponga a disposición del público, se censurará para eliminar cualquier información designada para ser tratada confidencialmente por una Parte contendiente de conformidad con el Apéndice 1.

26. En la medida en que lo considere necesario para proteger la información confidencial, una Parte contendiente podrá designar confidencial, de conformidad con el Apéndice 1, cualquier información fáctica que incluya en una comunicación escrita que no sea de dominio público. En la medida de lo posible, la información confidencial debería estar contenida en un anexo a la comunicación. Cada Parte contendiente ejercerá la mayor moderación al designar la información como confidencial.

27. Si una Parte contendiente designa la información contenida en un documento como confidencial, también preparará y entregará una versión censurada no confidencial del documento a más tardar 10 días después de la fecha de presentación del documento que contenía la información confidencial.

28. Si una Parte contendiente censura información confidencial, la versión no confidencial del documento indicará claramente cada lugar en que la información ha sido censurada.

29. A más tardar 15 días después de la emisión de la determinación, y después de tomar cualquier medida para proteger la información confidencial, las Partes contendientes a través de la Sección responsable del Secretariado pondrán la determinación a disposición del público.

### **Informe sobre el Funcionamiento del Mecanismo Laboral de Respuesta Rápida en Instalaciones Específicas**

30. Un panelista de la lista conjunta, seleccionado por mutuo acuerdo de los panelistas en esa lista, coordinará la redacción del informe sobre el funcionamiento del Mecanismo Laboral de Respuesta Rápida en Instalaciones Específicas requerido conforme al Artículo 31-B.3.6 (Listas de Panelistas Laborales de Respuesta Rápida).

## APÉNDICE 1 – INFORMACIÓN CONFIDENCIAL

1. Una Parte participante o un experto identificará la información confidencial como se indica a continuación:
  - (a) marcando claramente la información en los registros en papel y registros electrónicos con la anotación "INFORMACIÓN CONFIDENCIAL" en la portada del registro, incluido el plazo durante el cual la información se mantendrá confidencial, y en cada página donde aparece información confidencial, y encerrando la información confidencial entre corchetes dobles;
  - (b) marcando claramente la información registrada en un archivo electrónico que se utiliza para almacenar un registro electrónico con la anotación "INFORMACIÓN CONFIDENCIAL" en el nombre del archivo electrónico y en cualquier transmisión electrónica de la información, e indicando claramente la información confidencial donde aparece en el registro electrónico que se almacena en el archivo electrónico como se describe en el subpárrafo (a); y
  - (c) declarando que la información hablada es "información confidencial" antes de su divulgación.
2. Si una Parte participante presenta información confidencial que primero haya sido presentada por otra Parte, identificará esa información como información confidencial como se indica a continuación:
  - (a) marcando claramente la información de conformidad con los párrafos 1(a) y (b); y con el nombre de la Parte que envió primero la información en la portada; y
  - (b) antes de su divulgación, declarando que la información hablada es "información confidencial" e identificando a la Parte que envió primero la información.
3. Solo las personas autorizadas designadas de conformidad con el Apéndice 2 podrán ver o escuchar información confidencial. Ninguna persona autorizada que vea o escuche información confidencial podrá divulgarla o permitir que se divulgue a otra persona, salvo a las personas autorizadas.
4. Una persona autorizada tomará todas las precauciones necesarias para salvaguardar la información confidencial cuando un registro que contenga la información esté en uso o sea almacenado.
5. Las personas autorizadas que vean o escuchen información confidencial utilizarán esa información solo para los efectos del procedimiento del panel.

6. El panel no revelará información confidencial en su informe, pero podrá establecer conclusiones extraídas de esa información.
7. Después de la conclusión del procedimiento del panel, cada Parte participante, de conformidad con su derecho interno:
  - (a) destruirá cualquier registro proporcionado por otra Parte participante que contenga la información confidencial y notificará de inmediato a la Sección responsable del Secretariado cuando la información confidencial haya sido destruida;
  - (b) devolverá cualquier registro que contenga información confidencial a la Parte participante que envió la información, a menos que la Parte que primero envió la información confidencial acuerde algo diferente y notificará de inmediato a la Sección responsable del Secretariado cuando la información confidencial haya sido devuelta; o
  - (c) mantendrá la confidencialidad de cualquier registro que contenga información confidencial.
8. Después de consultar a las Partes participantes, el panel podrá establecer procedimientos adicionales que considere necesarios para proteger la información confidencial.
9. El panel podrá, a solicitud de las Partes participantes, o con el consentimiento de las Partes participantes, modificar o renunciar a cualquier parte de los procedimientos establecidos en este Apéndice para el tratamiento de información confidencial. En ese caso, cada persona autorizada debe firmar y presentar al panel una Declaración de No Divulgación modificada, según corresponda.

## APÉNDICE 2 – PERSONAS AUTORIZADAS

1. Cada Parte participante presentará al panel y a las otras Partes participantes una lista de sus representantes autorizados que necesiten acceso a la información confidencial presentada por una Parte participante y a quienes desee que el panel designe como personas autorizadas.
2. La Sección responsable del Secretariado presentará al panel y a las Partes participantes una lista de los empleados autorizados de la Sección responsable del Secretariado o asistentes de panelistas que necesiten acceso a información confidencial en el procedimiento del panel y a quienes desean que el panel designe como personas autorizadas.
3. Cada Parte participante y la Sección responsable del Secretariado mantendrán el número de personas en su lista lo más limitado posible y cada una podrá presentar enmiendas a su lista en cualquier momento. A solicitud de una Parte contendiente, el panel, en consulta con las Partes, determinará el número máximo de personas que podrá estar en la lista de personas autorizadas de cada Parte participante en cualquier momento determinado. Una Parte participante o la Sección responsable del Secretariado podrá presentar una modificación a su lista en cualquier momento.
4. En ninguna circunstancia una Parte participante o la Sección responsable del Secretariado nominará como persona autorizada a cualquier persona, o cualquier empleado, funcionario o agente de cualquier entidad, quién se pudiera esperar razonablemente que se beneficie fuera de los procedimientos del panel conforme al Capítulo 31 de la recepción de información confidencial.
5. Una Parte participante podrá oponerse a la designación por el panel de una persona como persona autorizada dentro de los siete días posteriores a la fecha de entrega de la lista o enmiendas a la lista, o dentro de los siete días posteriores a tener conocimiento de información que establecería una violación al Código de Conducta. Dentro de los siete días posteriores a la fecha de entrega de una objeción, el panel decidirá sobre la objeción, teniendo en cuenta cualquier daño potencial a los intereses de los propietarios o fuentes de información confidencial que surja de la designación.
6. Si el panel designa a una persona como una persona autorizada después de que una Parte participante presente una objeción, la información confidencial no podrá divulgarse a esa persona autorizada hasta que la Parte que envíe la información haya tenido una oportunidad razonable de:
  - (a) retirar la información, en cuyo caso el panel devolverá cualquier registro que contenga la información a la Parte participante que la presente y, de conformidad con su derecho interno, cada Parte:
    - (i) destruirá cualquier registro que contenga la información, o
    - (ii) devolverá ese registro a la Parte que presentó la información; o
  - (b) retirar la designación de la información como información confidencial.

7. Sujeto a cualquier decisión sobre una objeción para designar a una persona como persona autorizada, el panel designará a las personas en las listas presentadas conforme a los párrafos 1 y 2 como personas autorizadas para la controversia. Cada persona autorizada debe firmar y presentar al panel la Declaración de No Divulgación establecida en el Apéndice 3.

### APÉNDICE 3 – DECLARACIÓN DE NO DIVULGACIÓN

1. Reconozco haber recibido una copia de las Reglas de Procedimiento que rigen el trato de la información confidencial (los "Procedimientos").
2. Reconozco haber leído y entendido los Procedimientos.
3. Estoy de acuerdo en estar obligado y adherirme a los Procedimientos y, por consiguiente, sin limitación, tratar confidencialmente toda la información confidencial que pueda ver o escuchar de vez en cuando de conformidad con los Procedimientos y usar esa información únicamente para los efectos de los procedimientos del panel.

Suscrita el \_\_\_\_ de \_\_\_\_, 20\_\_\_\_.

Por: \_\_\_\_\_  
Nombre

**Firma** \_\_\_\_\_



## CODE DE CONDUITE

### Article 1 – Application

Les Parties accordent une importance capitale à l'intégrité et à l'impartialité des procédures menées au titre du chapitre 10 (Recours commerciaux) et du chapitre 31 (Règlement des différends) de l'Accord. Le présent Code de conduite est établi pour faire en sorte que ces principes soient respectés.

### Article 2 – Interprétation

1. Les définitions qui suivent s'appliquent au présent Code :

**Accord** désigne l'accord signé entre le Canada, les États-Unis et le Mexique le 30 novembre 2018, tel qu'amendé;

**adjoint** désigne une personne qui, en vertu du mandat d'un membre, effectue des recherches pour celui-ci ou le soutient dans ses fonctions;

**candidat** désigne, selon le cas :

- a) une personne dont le nom figure sur une liste dressée au titre de l'annexe 10-B.1 (Institution des groupes spéciaux binationaux), de l'annexe 10-B.3 (Procédure de contestation extraordinaire), de l'article 31.8 (Liste et qualifications des membres des groupes spéciaux), de l'annexe 31-A (Mécanisme de réaction rapide applicable à des installations particulières entre les États-Unis et le Mexique) ou de l'annexe 31-B (Mécanisme de réaction rapide applicable à des installations particulières entre le Canada et le Mexique);
- b) une personne dont la nomination est envisagée en tant que membre d'un groupe spécial au titre de l'annexe 10-B.1 (Institution des groupes spéciaux binationaux), de l'article 10.11 (Examen des modifications législatives), de l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs), de l'article 31.9 (Constitution des groupes spéciaux), de l'annexe 31-A (Mécanisme de réaction rapide applicable à des installations particulières entre les États-Unis et le Mexique) ou de l'annexe 31-B (Mécanisme de réaction rapide applicable à des installations particulières entre le Canada et le Mexique);
- c) une personne dont la nomination est envisagée en tant que membre d'un comité au titre de l'annexe 10-B.3 (Procédure de contestation extraordinaire) ou de l'article 10.13 (Protection du régime d'examen par des groupes spéciaux);

**membre de la famille** désigne le conjoint d'un candidat ou d'un membre; ou un parent, un enfant, un grand-parent, un petit-fils, une petite-fille, une sœur, un frère, une tante, un oncle, une nièce ou un neveu du candidat ou du membre ou du conjoint du candidat ou du membre, y compris la famille par le sang et par alliance; ou le conjoint d'une de ces personnes. Un membre de la famille désigne également toute personne qui réside dans le foyer d'un candidat ou d'un membre que celui-ci traite comme un membre de sa famille;

**membre** désigne, selon le cas :

- a) un membre d'un groupe spécial institué au titre de l'annexe 10-B.1 (Institution des groupes spéciaux binationaux), de l'article 10.11 (Examen des modifications législatives), de l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs), de l'article 31.6 (Institution d'un groupe spécial), de l'article 31.9 (Constitution des groupes spéciaux), de l'article 31.19 (Non-application – Suspension d'avantages), du paragraphe 8 de l'article 31-A.4 (Demandes d'examen et de mesures correctives), du paragraphe 8 de l'article 31-B.4 (Demandes d'examen et de mesures correctives), de l'article 31-A.5 (Demandes de constitution d'un groupe spécial de réaction rapide) ou de l'article 31-B.5 (Demandes de constitution d'un groupe spécial de réaction rapide);
- b) un membre d'un comité de contestation extraordinaire établi au titre de l'annexe 10-B.3 (Procédure de contestation extraordinaire);
- c) un membre d'un comité spécial institué au titre de l'article 10.13 (Protection du régime d'examen par des groupes spéciaux);

**participant** désigne un participant au sens des Règles de procédure au titre de l'article 10.12 (Règles des groupes spéciaux binationaux);

**Partie** désigne une Partie à l'Accord;

**procédure**, sauf indication contraire, désigne selon le cas :

- a) un examen effectué par un groupe spécial au titre de l'article 10.11 (Examen des modifications législatives) ou de l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs);
- b) une procédure de contestation extraordinaire engagée au titre de l'annexe 10-B.3 (Procédure de contestation extraordinaire);
- c) une procédure d'un comité spécial engagée au titre de l'article 10.13 (Protection

du régime d'examen par des groupes spéciaux);

- d) une procédure d'un groupe spécial engagée au titre de la section A du chapitre 31 (Règlement des différends);
- e) une procédure engagée au titre de l'annexe 31-A (Mécanisme de réaction rapide applicable à des installations particulières entre les États-Unis et le Mexique) ou de l'annexe 31-B (Mécanisme de réaction rapide applicable à des installations particulières entre le Canada et le Mexique);

**Règles** désigne les règles de procédures établies au titre du paragraphe 14 de l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs), du paragraphe 2 de l'annexe 10-B.3 (Procédure de contestation extraordinaire) ou de l'annexe 10-B.4 (Procédures des comités spéciaux), et celles établies au titre du sous-paragraphe 1e) de l'article 30.2 (Fonctions de la Commission) et de l'article 31.11 (Règles de procédure des groupes spéciaux);

**Secrétariat** désigne le Secrétariat établi aux termes de l'article 30.6 (Secrétariat);

**personnel** désigne, relativement à un membre, les personnes qui travaillent sous la direction et le contrôle du membre, autres que les adjoints.

2. Sauf indication contraire, tout renvoi fait dans le présent Code à un article, à une annexe ou à un chapitre renvoie à l'article, à l'annexe ou au chapitre pertinent de l'Accord.

### **Article 3 – Responsabilités relatives au processus**

Chaque candidat, membre et ancien membre évite tout manquement et apparence de manquement à la déontologie et respecte des normes de conduite élevées pour préserver l'intégrité et l'impartialité du processus de règlement des différends.

### **Article 4 – Obligations de déclaration**

1. Un candidat déclare tout intérêt, relation ou affaire susceptible d'avoir une incidence sur son indépendance ou son impartialité, ou qui pourrait raisonnablement donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou à une crainte de partialité dans le cadre de la procédure. Il y a apparence de manquement à la déontologie ou crainte de partialité lorsqu'une personne raisonnable, ayant connaissance de toutes les circonstances pertinentes qu'une enquête raisonnable permettrait de révéler, conclurait que la capacité du candidat ou du membre à exercer ses fonctions avec intégrité, impartialité et compétence est compromise.

2. Un candidat déploie tous les efforts raisonnables pour identifier tous les intérêts, relations

ou affaires visés par le paragraphe 1.

3. Le candidat déclare ces intérêts, relations et affaires en remplissant un formulaire de déclaration préliminaire fourni par le Secrétariat et en l'envoyant à celui-ci.

4. Sans que soit limitée la portée générale de l'exigence relative à la déclaration énoncée au paragraphe 1, les candidats déclarent les intérêts, relations et affaires qui suivent :

- a) tout intérêt financier :
  - (i) dans la procédure ou l'issue de celle-ci;
  - (ii) dans une procédure administrative, une instance judiciaire interne ou une autre procédure de règlement des différends internationaux qui porte sur des questions susceptibles d'être tranchées dans la procédure pour laquelle leur nomination est envisagée;
- b) tout intérêt financier de leur employeur, partenaire commercial, associé ou d'un membre de leur famille :
  - (i) dans la procédure ou l'issue de celle-ci;
  - (ii) dans une procédure administrative ou une instance judiciaire interne ou une autre procédure de règlement des différends internationaux qui porte sur des questions susceptibles d'être tranchées dans la procédure pour laquelle leur nomination est envisagée;
- c) toute relation financière, d'affaires, professionnelle, familiale ou sociale, passée ou présente, avec toute partie intéressée dans la procédure, ou ses avocats, ou toute relation de même nature concernant leur employeur, partenaire commercial, associé ou un membre de leur famille;
- d) toute activité de défense d'intérêts publics ou toute représentation juridique ou autre portant sur une question en litige dans la procédure ou sur le même produit, service, investissement ou marché public qui fait l'objet du différend dans la procédure.

5. Le candidat mentionne également dans son formulaire de déclaration préliminaire toutes ses publications ayant un rapport direct avec la question faisant l'objet du différend dans la procédure dans laquelle on lui a demandé de remplir ses fonctions.

6. Un membre dans une procédure engagée au titre de l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs) déclare, après avoir reçu la plainte, tout intérêt, défense d'intérêts ou représentation visé par le point 4a)(ii) ou 4b)(ii) ou le sous-paragraphe 4d) en remplissant un formulaire de déclaration supplémentaire fourni par

le Secrétariat et en l'envoyant à celui-ci aux fins d'étude par les Parties appropriées.

7. Tout au long d'une procédure, un candidat ou un membre continue de déployer tous les efforts raisonnables pour identifier tout intérêt, toute relation ou toute affaire visé par les paragraphes 1 ou 4, et déclare ceux-ci. L'obligation de déclaration est un devoir permanent exigeant du candidat ou du membre qu'il déclare tous ces intérêts, relations et affaires susceptibles de voir le jour à une étape quelconque de la procédure. Le candidat ou le membre déclare rapidement ces intérêts, relations et affaires en remplissant un formulaire de déclaration supplémentaire et en l'envoyant au Secrétariat aux fins d'étude par les Parties appropriées.

8. En cas d'incertitude quant à savoir si un intérêt, une relation ou une affaire doit être déclaré, un candidat ou un membre devrait privilégier la déclaration. La déclaration d'un intérêt, d'une relation ou d'une affaire est sans préjudice de la question de savoir si l'intérêt, la relation ou l'affaire est visé par les paragraphes 1, 4, ou 7, ou si cet intérêt, relation ou affaire justifie la récusation ou la prise d'autres mesures correctives.

9. Les obligations de déclaration énoncées aux paragraphes 1 à 8 ne devraient pas être interprétées de telle manière que le fardeau de la déclaration détaillée rende impraticable aux personnes appartenant à la profession juridique ou au milieu des affaires de remplir les fonctions de membre, privant ainsi les Parties et les participants des services de ceux qui pourraient être les plus compétents pour remplir ces fonctions. Les candidats et les membres ne sont pas appelés à déclarer des intérêts, des relations ou des affaires dont l'incidence sur leur rôle dans la procédure serait insignifiante.

10. Le présent Code ne détermine pas si, ou dans quelles circonstances, les Parties décideront de récuser la nomination d'un candidat ou d'un membre auprès d'un groupe spécial ou d'un comité, ou de refuser que celui-ci remplisse ses fonctions, sur la base des déclarations faites.

## **Article 5 – Fonctions des candidats et des membres**

1. Un candidat ou un membre évite tout conflit d'intérêts direct ou indirect.

2. Un candidat devrait envisager de refuser une nomination en tant que membre d'un groupe spécial ou d'un comité, et un membre devrait envisager de se retirer dans l'une ou l'autre des situations suivantes :

- a) il a des doutes quant à sa capacité à être impartial ou indépendant;
- b) des faits ou des circonstances existent, ou ont vu le jour depuis sa nomination, ce qui donnerait lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou à une crainte de partialité.

3. Un candidat qui accepte une nomination en tant que membre s'acquitte de toutes ses

fonctions avec équité et diligence et est disponible pour exercer ses fonctions, et une fois nommé il exerce ses fonctions minutieusement et efficacement tout au long de la procédure.

4. Un membre fait en sorte que le Secrétariat puisse le joindre, à tout moment raisonnable, afin de mener les travaux du groupe spécial ou du comité.

5. Un membre se conforme aux dispositions du chapitre 10 (Recours commerciaux) ou du chapitre 31 (Règlement des différends) et aux Règles.

6. Un membre ne refuse pas à d'autres membres la possibilité de participer à tous les aspects de la procédure.

7. Un membre ne tient compte que des questions soulevées dans le cadre de la procédure et nécessaires pour parvenir à une décision, et il ne délègue à quiconque la fonction de décider pour lui, à moins que les Règles ne l'y autorisent.

8. Un membre prend toutes les mesures raisonnables pour faire en sorte que ses adjoints et son personnel se conforment à l'article 3 (Responsabilités relatives au processus), à l'article 4 (Obligations de déclaration), aux paragraphes 5, 9 et 10 de l'article 5 (Fonctions des candidats et des membres) et à l'article 8 (Confidentialité) du présent Code.

9. Un membre n'a pas de contact *ex parte* concernant la procédure.

10. Un candidat ou un membre ne communique les renseignements concernant des violations effectives ou potentielles du présent Code qu'au Secrétariat ou, s'il est nécessaire d'établir si ce candidat ou membre a violé ou pourrait violer le présent Code, au Secrétariat et aux Parties contestantes.

## **Article 6 – Indépendance et impartialité des membres**

1. Un membre est indépendant et impartial. Il agit avec équité et évite de donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou à une crainte de partialité.

2. Un membre ne se laisse pas influencer par ses intérêts personnels, des pressions extérieures, des considérations d'ordre politique, des revendications publiques, sa loyauté envers une Partie ou la crainte de la critique.

3. Un membre ne contracte pas, directement ou indirectement, d'obligations ni n'accepte d'avantages qui, d'une manière quelconque, entraveraient ou paraîtraient entraver la bonne exécution de ses fonctions.

4. Un membre n'utilise pas son poste au sein du groupe spécial ou du comité pour servir ses intérêts personnels ou privés. Un membre s'abstient de tout acte qui pourrait donner l'impression

que quiconque se trouve dans une position privilégiée pour l'influencer. Un membre déploie tous les efforts possibles pour empêcher ou dissuader quiconque de prétendre se trouver dans une telle position.

5. Un membre ne laisse pas ses relations ou responsabilités financières, commerciales, professionnelles, familiales ou sociales, présentes ou passées, influencer sa conduite ou son jugement.

6. Un membre évite d'établir toute relation ou d'acquérir tout intérêt financier qui est susceptible d'avoir une incidence sur son impartialité ou qui pourrait raisonnablement donner lieu à une apparence de manquement à la déontologie ou à une crainte de partialité.

7. Si les Parties contestantes conviennent qu'un intérêt, une relation ou une affaire d'un candidat ou d'un membre est incompatible avec les paragraphes 1 à 6, le candidat peut accepter une nomination dans un groupe spécial et le membre peut continuer de remplir ses fonctions dans un groupe spécial ou un comité si les Parties contestantes permettent une dérogation à cet égard ou si, une fois que le candidat ou le membre a pris des mesures pour remédier à la violation, les Parties contestantes décident que l'incompatibilité a cessé d'exister et conviennent que le candidat devrait être nommé ou que le membre devrait continuer de remplir ses fonctions.

#### **Article 7 – Obligations dans certaines situations**

1. Pendant une période d'un an suivant l'achèvement d'une procédure engagée au titre de l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs), un ancien membre ne conseille ni ne représente personnellement aucun des participants à cette procédure dans des affaires de droits antidumping ou compensateurs.

2. Dans le cas d'une procédure engagée au titre de l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs), un membre ou un ancien membre ne représente pas un participant dans une procédure administrative, une procédure devant un tribunal interne ou une autre procédure engagée au titre de l'article 10.12 concernant les mêmes produits.

3. Dans toute procédure engagée au titre du chapitre 31 (Règlement des différends), un membre s'abstient, pendant toute la durée de celle-ci, d'agir en tant qu'avocat-conseil ou témoin expert désigné par une partie dans tout différend, nouveau ou en cours, engagé aux termes de l'Accord ou d'un autre accord international, qui aborde directement la même mesure en litige dans la procédure engagée au titre du chapitre 31 ou qui découle des faits ayant donné lieu à cette procédure.

4. Un ancien membre évite d'agir d'une façon qui pourrait donner l'impression qu'il a fait preuve de partialité dans l'exécution de ses fonctions ou qu'il tirerait un avantage de la décision du groupe spécial ou du comité.

## **Article 8 – Confidentialité**

1. Un membre ou un ancien membre ne divulgue ni n'utilise à aucun moment des renseignements non publics concernant la procédure ou obtenus durant la procédure, sauf pour les besoins de celle-ci, et ne divulgue ni n'utilise, en aucun cas, ces renseignements pour obtenir un avantage personnel ou un avantage pour autrui, ou pour nuire aux intérêts d'autrui.
2. Un membre ne divulgue pas un avis déclaratoire rendu au titre de l'article 10.11 (Examen des modifications législatives), ni une ordonnance ni une décision d'un groupe spécial ou d'un comité pour contestation extraordinaire rendue au titre de l'article 10.12 (Examen des déterminations finales en matière de droits antidumping et compensateurs) avant sa remise par le groupe spécial ou le comité.
3. Un membre ne divulgue pas un rapport produit ou une décision rendue par un comité spécial en vertu de l'article 10.13 (Protection du régime d'examen par des groupes spéciaux) avant sa diffusion publique par le Secrétariat. Un membre ou un ancien membre ne divulgue à aucun moment qui sont les membres qui souscrivent à l'opinion majoritaire ou minoritaire dans le cadre d'une procédure engagée au titre de l'article 10.13.
4. Un membre ne divulgue pas un rapport remis par un groupe spécial au titre du chapitre 31 (Règlement des différends) avant sa publication par la Commission. Un membre ou un ancien membre ne divulgue, à aucun moment, qui sont les membres qui souscrivent à l'opinion majoritaire ou minoritaire dans le cadre d'une procédure au titre du chapitre 31.
5. Un membre ou un ancien membre ne divulgue à aucun moment la teneur des délibérations d'un groupe spécial ou d'un comité, ni le point de vue de quelconque de ses membres, sauf dans les cas prévus par la loi.
6. Un membre ne fait pas de déclaration publique en ce qui concerne le bien-fondé d'une procédure qui est en cours.

## **Article 9 – Responsabilités des adjoints, des experts et du personnel**

L'article 3 (Responsabilités relatives au processus), l'article 4 (Obligations de déclaration), les paragraphes 5, 9 et 10 de l'article 5 (Fonctions des candidats et des membres) et l'article 8 (Confidentialité) du présent Code s'appliquent également aux adjoints, aux experts et au personnel.



# CÓDIGO DE CONDUCTA

## Artículo 1: Aplicación

Las Partes otorgan una importancia primordial a la integridad e imparcialidad de los procedimientos realizados conforme al Capítulo 10 (Remedios Comerciales) y el Capítulo 31 (Solución de Controversias) del Tratado. Este Código de Conducta (el "Código") se establece para asegurar que se respeten estos principios.

## Artículo 2: Interpretación

1. Para los efectos de este Código:

**asistente** significa una persona que, conforme a los términos del nombramiento de un miembro, realiza investigación o brinda apoyo a un miembro.

**candidato** significa:

- (a) una persona cuyo nombre aparece en una lista establecida conforme al Anexo 10-B.1 (Integración de Paneles Binacionales), Anexo 10-B.3 (Procedimiento de Impugnación Extraordinaria), Artículo 31.8 (Lista y Requisitos de los Panelistas), Anexo 31-A (Mecanismo Laboral de Respuesta Rápida en Instalaciones Específicas México-Estados Unidos), o Anexo 31-B (Mecanismo Laboral de Respuesta Rápida en Instalaciones Específicas México-Canadá);
- (b) una persona que está siendo considerada para ser nombrada miembro de un panel conforme al Anexo 10-B.1 (Integración de Paneles Binacionales), Artículo 10.11 (Revisión de las Reformas Legislativas), Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios), Artículo 31.9 (Composición del Panel), Anexo 31-A (Mecanismo Laboral de Respuesta Rápida en Instalaciones Específicas México-Estados Unidos), o Anexo 31-B (Mecanismo Laboral de Respuesta Rápida en Instalaciones Específicas México-Canadá); o
- (c) una persona que está siendo considerada para ser nombrada miembro de un comité conforme al Anexo 10-B.3 (Procedimiento de Impugnación Extraordinaria) o el Artículo 10.13 (Salvaguarda del Sistema de Revisión ante el Panel);

**miembro** significa:

- (a) un miembro de un panel constituido conforme al Anexo 10-B.1 (Integración de Paneles Binacionales), Artículo 10.11 (Revisión de las Reformas Legislativas), Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping

y Compensatorios), Artículo 31.6 (Establecimiento de un Panel), Artículo 31.9 (Composición del Panel), Artículo 31.19 (Incumplimiento – Suspensión de Beneficios), Artículo 31-A.4.8 (Solicitudes de Revisión y Reparación), Artículo 31-B.4.8 (Solicitudes de Revisión y Reparación), Artículo 31-A.5 (Solicitudes para el Establecimiento de un Panel Laboral de Respuesta Rápida), o Artículo 31-B .5 (Solicitudes para el Establecimiento de un Panel Laboral de Respuesta Rápida);

- (b) un miembro de un comité de impugnación extraordinaria constituido conforme al Anexo 10-B.3 (Procedimiento de Impugnación Extraordinaria); o
- (c) un miembro de un comité especial constituido conforme al Artículo 10.13 (Salvaguarda del Sistema de Revisión ante el Panel);

**miembro de familia** significa el/la cónyuge de un candidato o miembro; o un padre, hijo, abuelo, nieto, hermana, hermano, tía, tío, sobrina o sobrino del candidato o miembro o cónyuge del candidato o miembro, incluidos parientes consanguíneos y por afinidad; o el cónyuge de tal individuo. Familiar también incluye a cualquier residente del hogar de un candidato o miembro a quien el candidato o miembro trata como miembro de su familia;

**Parte** significa una Parte del Tratado;

**participante** tiene el significado asignado en las Reglas de Procedimiento para el Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios);

**personal de apoyo**, con respecto a un miembro, significa personas bajo la dirección y control del miembro, que no sean asistentes.

**procedimiento**, a menos que se especifique de otra manera, significa:

- (a) una revisión del panel conforme al Artículo 10.11 (Revisión de las Reformas Legislativas) o el Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios);
- (b) un procedimiento de impugnación extraordinaria conforme al Anexo 10-B.3 (Procedimiento de Impugnación Extraordinaria);
- (c) un procedimiento del comité especial conforme al Artículo 10.13 (Salvaguarda del Sistema de Revisión ante el Panel);
- (d) un procedimiento de panel conforme a la Sección A del Capítulo 31 (Solución de Controversias); o
- (e) un procedimiento conforme al Anexo 31-A (Mecanismo Laboral de Respuesta Rápida en Instalaciones Específicas México-Estados Unidos) o el Anexo 31-B

(Mecanismo Laboral de Respuesta Rápida en Instalaciones Específicas México-Canadá);

**Reglas** significa las Reglas de Procedimiento establecidas conforme al Artículo 10.12.14 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios), el Anexo 10-B.3.2 (Procedimiento de Impugnación Extraordinaria) o el Anexo 10-B.4 (Procedimiento del Comité Especial) y las establecidas conforme al Artículo 30.2.1(e) (Funciones de la Comisión) y el Artículo 31.11 (Reglas de Procedimiento para los Paneles);

**Secretariado** significa el Secretariado establecido conforme al Artículo 30.6 (El Secretariado); y

**Tratado** significa el Tratado firmado entre México, Estados Unidos y Canadá el 30 de noviembre de 2018, con sus enmiendas;

2. A menos que se especifique de otra manera, una referencia hecha en este Código a un Artículo, Anexo o Capítulo es una referencia al Artículo, Anexo o Capítulo apropiado del Tratado.

### **Artículo 3: Responsabilidades con el Proceso**

Todo candidato, miembro y ex miembro evitarán la deshonestidad y la apariencia de deshonestidad y observarán altos estándares de conducta para preservar la integridad e imparcialidad del proceso de solución de controversias.

### **Artículo 4: Obligaciones de Declaración**

1. Un candidato declarará cualquier interés, relación o asunto que pudiera afectar su independencia o imparcialidad o que pudiera razonablemente crear una apariencia de deshonestidad o de parcialidad en el procedimiento. Existe apariencia de deshonestidad o de parcialidad cuando una persona razonable, con conocimiento de todas las circunstancias pertinentes que una investigación razonable podría arrojar, concluiría que la capacidad del candidato o miembro para llevar a cabo sus deberes con integridad, imparcialidad y de manera competente está afectada.

2. Un candidato hará todos los esfuerzos razonables para identificar cualquier interés, relación y asuntos referidos en el párrafo 1.

3. El candidato declarará tales intereses, relaciones y asuntos completando una Declaración Inicial de Divulgación proporcionada por el Secretariado, y enviándola a este último.

4. Sin limitar la generalidad del requisito de declaración del párrafo 1, todo candidato declarará los siguientes intereses, relaciones y asuntos:

- (a) cualquier interés financiero del candidato en:
  - (i) el procedimiento o en su resultado, y
  - (ii) un procedimiento administrativo, un procedimiento judicial interno u otro procedimiento internacional de solución de controversias que involucre cuestiones que podrán decidirse en el procedimiento para el cual el candidato está bajo consideración;
- (b) cualquier interés financiero del empleador, socio comercial, asociado comercial o miembro de familia del candidato en:
  - (i) el procedimiento o en su resultado, y
  - (ii) un procedimiento administrativo, un procedimiento judicial interno u otro procedimiento internacional de solución de controversias que involucre cuestiones que podrán decidirse en el procedimiento para el cual el candidato está bajo consideración;
- (c) cualquier relación financiera, comercial, profesional, familiar o social pasada o existente con cualquiera de las partes interesadas en el procedimiento, o sus abogados, o cualquier relación que involucre al empleador, socio comercial, asociado comercial o familiar del candidato; y
- (d) defensa pública o representación legal o de otro tipo relativa a una cuestión en controversia en el procedimiento o relativa a una controversia que involucra el mismo bien, servicio, inversión o contratación pública que es el tema de la controversia en el procedimiento.

5. El candidato también incluirá en su Declaración Inicial de Divulgación cualquier publicación del candidato que tenga una relación directa con el asunto en controversia en el procedimiento en el que se solicitó que el candidato sirva.

6. Un miembro en un procedimiento conforme al Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios), después de recibir la reclamación, declarará cualquier interés, defensa o representación a que se refiere el subpárrafo 4(a)(ii) o 4(b)(ii) o el subpárrafo 4(d) completando una Declaración Complementaria proporcionada por el Secretariado y enviándola al Secretariado para su consideración por las Partes correspondientes.

7. A lo largo del procedimiento, un candidato o miembro continuará haciendo todos los esfuerzos razonables para identificar los intereses, relaciones o asuntos referidos en los párrafos 1 o 4 y los declarará. La obligación de declaración es un deber continuo que requiere que un candidato o miembro declare dichos intereses, relaciones y asuntos que pudieran surgir durante cualquier etapa del procedimiento. El candidato o miembro declarará con prontitud dichos

intereses, relaciones y asuntos completando una Declaración Complementaria y enviándola al Secretariado para su consideración por las Partes correspondientes.

8. En caso de cualquier duda referente a si un interés, relación o asunto debe ser declarado, un candidato o miembro debe errar a favor de la declaración. La declaración de un interés, relación o asunto será sin perjuicio de si el interés, relación o asunto está comprendido por el párrafo 1, 4 o 7, o si justifica la recusación, descalificación u otras medidas correctivas.

9. Las obligaciones de declaración a que se refieren los párrafos 1 a 8 no deberían interpretarse de modo que la carga de la declaración detallada haga que sea poco práctico para las personas en la comunidad legal o comercial servir como miembros, privando a las Partes y participantes de los servicios de quienes podrían estar mejor calificados para servir como miembros. Los candidatos y miembros no están obligados a declarar intereses, relaciones o asuntos cuya relación con su papel en el proceso sería trivial.

10. Este Código no determina si, o bajo qué circunstancias, las Partes descalificarán a un candidato o miembro para ser designado, o servir como miembro, en un panel o comité sobre la base de las declaraciones realizadas.

#### **Artículo 5: Deberes de los Candidatos y Miembros**

1. Un candidato o miembro evitará conflictos de interés directos o indirectos.

2. Un candidato debería considerar rechazar un nombramiento como miembro de un panel o comité, y un miembro debería considerar negarse a seguir actuando, si:

- (a) tiene cualquier duda sobre su capacidad de ser imparcial o independiente; o
- (b) existen hechos o circunstancias, o han surgido desde el nombramiento, que crearían una apariencia de deshonestidad o parcialidad.

3. Un candidato que acepte un nombramiento como miembro llevará a cabo todos sus deberes de manera justa y diligente, estará disponible para desempeñar, y una vez designado, desempeñará sus deberes de manera exhaustiva y expedita durante el transcurso del procedimiento.

4. Un miembro se asegurará de que el Secretariado pueda, en todo momento razonable, ponerse en contacto con el miembro con el fin de realizar los asuntos del panel o comité.

5. Un miembro cumplirá con las disposiciones del Capítulo 10 (Remedios Comerciales) o el Capítulo 31 (Solución de Controversias) y las Reglas.

6. Un miembro no negará a otros miembros la oportunidad de participar en todos los aspectos del procedimiento.

7. Un miembro considerará solo aquellas cuestiones planteadas en el procedimiento y necesarias para una decisión y no delegará el deber de decidir a ninguna otra persona, salvo lo dispuesto en las Reglas.

8. Un miembro tomará todas las medidas razonables para asegurar que los asistentes y el personal de apoyo del miembro cumplan con el Artículo 3 (Responsabilidades con el Proceso), el Artículo 4 (Obligaciones de Declaración), los Artículos 5.5, 5.9 y 5.10 (Deberes de los Candidatos y Miembros), y el Artículo 8 (Confidencialidad) de este Código.

9. Un miembro no se involucrará en comunicaciones *ex parte* relativas al procedimiento.

10. Un candidato o miembro solo comunicará asuntos relativos a violaciones reales o potenciales de este Código al Secretariado, o si es necesario para determinar si ese candidato o miembro ha violado o pudiera violar este Código, al Secretariado y a las Partes contendientes.

#### **Artículo 6: Independencia e Imparcialidad de los Miembros**

1. Un miembro será independiente e imparcial. Un miembro actuará de manera justa y evitará crear una apariencia de deshonestidad o parcialidad.

2. Un miembro no estará influenciado por el interés propio, la presión externa, las consideraciones políticas, las quejas públicas, la lealtad a una Parte o el miedo a las críticas.

3. Un miembro no incurrirá, directa o indirectamente, en ninguna obligación ni aceptará ningún beneficio que interferiría de alguna manera, o parezca interferir, con el desempeño adecuado de los deberes del miembro.

4. Un miembro no utilizará la posición de miembro en el panel o comité para promover ningún interés personal o privado. Un miembro evitará acciones que pudieran crear la impresión de que otros están en una posición especial para influir en el miembro. Un miembro hará todos los esfuerzos para impedir o disuadir a otros de que se representen a sí mismos como en tal posición.

5. Un miembro no permitirá que las relaciones o responsabilidades financieras, comerciales, profesionales, familiares o sociales pasadas o existentes influyan en su conducta o juicio.

6. Un miembro evitará entablar una relación, o adquirir algún interés financiero que pueda afectar su imparcialidad o que razonablemente pueda crear una apariencia de deshonestidad o parcialidad.

7. Si las Partes contendientes acuerdan que un interés, relación, o asunto de un candidato o miembro es incompatible con los párrafos 1 al 6, el candidato podría aceptar el nombramiento para un panel y un miembro podría continuar sirviendo en un panel o comité si las Partes contendientes

renuncian a la incompatibilidad o si, después de que el candidato o miembro ha tomado medidas para mitigar la violación, las Partes contendientes determinan que la incompatibilidad ha cesado y las Partes contendientes acuerdan que el candidato debe ser nombrado o el miembro debe continuar sirviendo.

## **Artículo 7: Obligaciones Específicas**

1. Durante un plazo de un año después de la finalización de un procedimiento del Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios), un ex miembro no asesorará personalmente ni representará a ningún participante en el procedimiento con respecto a asuntos de antidumping o derechos compensatorios.

2. En el caso de un procedimiento del Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios), un miembro o un ex miembro no representará a un participante en un procedimiento administrativo, un procedimiento judicial interno u otro procedimiento del Artículo 10.12 que involucre a los mismos productos.

3. En cualquier procedimiento conforme al Capítulo 31 (Solución de Controversias), un miembro se abstendrá, durante la duración del procedimiento, de actuar como abogado o testigo experto designado por la parte en cualquier controversia nueva o pendiente, conforme al Tratado u otro acuerdo internacional, que directamente aborde la misma medida en controversia, o surja de los hechos que dieron lugar al procedimiento conforme al Capítulo 31.

4. Un ex miembro evitará acciones que pudieran crear la apariencia de que el miembro fue parcial en el desempeño de sus funciones o que se beneficiaría de la decisión del panel o comité.

## **Artículo 8: Confidencialidad**

1. Un miembro o ex miembro no divulgará ni utilizará en ningún momento ninguna información no pública relativa al procedimiento o adquirida durante el procedimiento, salvo para los efectos del procedimiento y no revelará o utilizará en ningún caso dicha información para obtener ventaja personal o ventaja para otros o para afectar negativamente el interés de otro.

2. Un miembro no divulgará una opinión declarativa conforme al Artículo 10.11 (Revisión de las Reformas Legislativas) o una orden o decisión de un panel o comité de impugnación extraordinaria conforme al Artículo 10.12 (Revisión de Resoluciones Definitivas sobre Derechos Antidumping y Compensatorios) antes de su emisión por el panel o comité.

3. Un miembro no divulgará un informe o decisión del comité especial conforme al Artículo 10.13 (Salvaguarda del Sistema de Revisión ante el Panel) antes de que el Secretariado lo publique. Un miembro o ex miembro no revelará en ningún momento qué miembros están asociados con opiniones mayoritarias o minoritarias en un procedimiento del Artículo 10.13.

4. Un miembro no revelará un informe del panel emitido conforme al Capítulo 31 (Solución de Controversias) antes de su publicación por la Comisión. Un miembro o ex miembro no revelará en ningún momento qué miembros están asociados con opiniones mayoritarias o minoritarias en un procedimiento conforme al Capítulo 31.
5. Un miembro o ex miembro no revelará en ningún momento las deliberaciones de un panel o comité, ni la opinión de ningún miembro, salvo que lo exija la ley.
6. Un miembro no hará una declaración pública referente a los méritos de un procedimiento pendiente.

#### **Artículo 9: Responsabilidades de los Asistentes, Expertos, y Personal de Apoyo**

El Artículo 3 (Responsabilidades con el Proceso), el Artículo 4 (Obligaciones de Declaración), los Artículos 5.5, 5.9, y 5.10 (Deberes de los Candidatos y Miembros), y el Artículo 8 (Confidencialidad) de este Código se aplican también a asistentes, expertos y personal de apoyo.